



'AGEFI

WORK

Les expertes

FRANÇOISE BARRÉ-SINOSSI, PRIX NOBEL DE PHYSIOLOGIE OU MÉDECINE

CAROLINE DE HAAS ELIZABETH LINDER AURÉLIE BROS

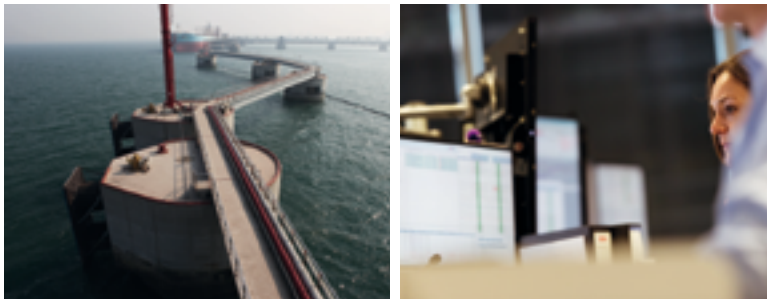
JULIA MARIS AGNÈS BRICARD ANNA LENNBLAD GABRIELA SCHLUMP

ANDREA EWART MONIQUE DEUL OLIVIA BOA



Global energy & commodities

The perfect blend of operational excellence and market expertise



Geneva-based, Mercuria is one of the largest independent energy and commodity groups in the world. More than 1,000 people are operating from offices worldwide to sustain the group's extensive business reach with their market knowledge, diversity, and experience.

Our activities cover all aspects of trading including sourcing, logistics, blending, delivering and a strategic portfolio of assets. Underpinning all we do is a strong focus on risk management and an understanding of local culture.

In 2014, Mercuria completed the acquisition of the physical commodities unit of J.P. Morgan Chase & Co.

Want to know more?

Visit www.mercuria.com

Our Products

-  Crude oil
-  Fuel oil
-  Middle distillates
-  Biofuels
-  Gasoline and naphtha
-  LPG/NGL
-  Petrochemicals
-  Natural gas
-  LNG
-  Power
-  Coal & Iron ore
-  Environmental markets
-  Concentrates
-  Base metals
-  Oxygenates
-  Bunkering & Maritime
-  Agriculture

L'expertise **invisible**



NICOLETTE DE JONCAIRE
RÉDACTRICE EN CHEF

En 2013, l'ensemble des 28 Etats de l'Union européenne comptait 19,6 millions d'étudiants⁽¹⁾ dans l'enseignement supérieur. Dont 54,3% de femmes. Cette proportion s'élève encore dans la population qui étudie en vue de l'obtention d'un master (57,4%). La répartition diffère selon le pays: 60% des étudiants diplômés des universités françaises sont des femmes, près de trois cinquièmes des étudiants du supérieur en Pologne, en Suède, en Slovaquie et dans les États membres baltes le sont aussi. Elles sont également majoritaires parmi les étudiants du supérieur dans tous les autres États membres de l'Union, à l'exception de la Grèce et de l'Allemagne. Au Canada, le déséquilibre entre les sexes penchait en faveur des femmes dès le début des années 1990. Même en Suisse où les hommes représentent encore une majorité de la population étudiante, près de 45% des nouveaux titulaires d'un doctorat sont des femmes. La répartition varie selon les filières. Les sciences sociales, le commerce ou le droit, attirent davantage de femmes que d'hommes. Dans l'ingénierie, l'industrie de la transformation et la construction, trois quarts des étudiants sont des hommes mais dans les domaines de la santé et de la protection sociale, ce rapport s'inverse. En bref, les femmes qualifiées ne manquent pas.

Comment expliquer leur relative invisibilité médiatique? Pourquoi les voit-on si peu et les entend-t-on si rarement? Comment se fait-il que, toutes branches confondues, près de 80% des experts cités soient des hommes?

Depuis 1995, le Global Media Monitoring Project (GMMP), l'étude internationale de référence sur la place des femmes dans les médias, parvient à la même conclusion: les femmes sont occultées par les médias. L'enquête de 2015 montre qu'elles ne représentent que 24% de ceux que l'on entend, dont il est question et que l'on voit dans les nouvelles de la presse écrite, de la télévision et de la radio. Cette carence se retrouve dans les nouvelles formes de médias électroniques. L'invisibilité des femmes dans les médias d'information traditionnels s'est propagée vers les plateformes de diffusion numériques. Seules 26% des personnes représentées dans les actualités et les reportages sur l'Internet et Twitter sont des femmes. Quant aux progrès, ils sont bien lents. De 17% en 1995, la représentation des femmes dans les médias n'est passée qu'à 24% en 2010. Pour ne plus bouger depuis. L'actualité médiatique persiste à exposer une vue marquée par des préjugés et des stéréotypes qui entérinent leur marginalisation.

Les femmes atteignent sans conteste les plus hauts degrés de la connaissance et de l'expertise. Elles exercent toutes les professions et viennent de tous les horizons. Elles jouent un rôle décisif dans les affaires politiques, sociales, économiques, financières, scientifiques et artistiques. Vous en lirez quelques aperçus remarquables dans les pages qui suivent. A la lumière des chiffres et des exemples, la perpétuation d'une vision tronquée de notre société par les médias est inacceptable. Nos sociétés fonctionneraient mieux si elles donnaient aux femmes et aux hommes les mêmes chances de s'y investir. ▮

(1) Source Eurostat

NUMÉRO
09

Sommaire



© Institut Pasteur

03 **Edito**

06 **Contributeurs**

IMPACT

08 **Les expertes**
Par Caroline De Haas, fondatrice du site Les Expertes

10 **L'épidémie oubliée**
Françoise Barré-Sinoussi,
Prix Nobel de physiologie ou médecine

14 **Au siècle de la conversation**
Elizabeth Linder, The Facebook Lady

17 **Sanctions économiques contre la Russie**
Aurélie Bros, Chercheur à l'IFRI et consultant de l'Observatoire franco-russe de Moscou

BUSINESS

20 **L'ubérisation de la guerre**
Julia Maris, Directeur général adjoint de DCI

22 **Routarde du financement d'entreprise**
Agnès Bricard, Présidente d'Honneur du Conseil Supérieur de l'Ordre des experts comptables

24 **Comptes des nations**
Anna Lennblad, Consultante en matière de comptabilité nationale et de programmation financière

Photo de couverture: Françoise Barré-Sinoussi © Reuters



26 **Au royaume évanescent de l'odorat**
Gabriela Schlump, Responsable du développement des fragrances chez Firmenich

28 **L'égalité par le commerce**
Andrea Ewart, Présidente de l'Organisation des femmes dans le commerce international

SOCIÉTÉ

32 **Avenir de la place financière**
Conférence BPW-AGEFI de septembre 2017

33 **Conférence WAVE du CWF**
25 ans de Féminin Pluriel

34 **Partenariats**

CULTURE

36 **2016, l'année des redécouvertes... et des faux**

38 **L'art artisanal contemporain**
Monique Deul, Galeriste

40 **Des vêtements neurologiques**
Olivia Boa, Peintre, styliste... et boxeuse

42 **Livres**
Pour un monde sans sida: Un combat partagé
Françoise Barré-Sinoussi
Les TOP de WORK



Avec nous



Caroline De Haas

Caroline De Haas est militante féministe et cheffe d'entreprise. Elle a fondé en 2009 l'association Osez le féminisme. Dans la vie professionnelle, elle dirige le groupe Egaé, entreprise de formation et de conseil sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la prévention des violences sexuelles au travail. En 2015, elle crée le site des Expertes, qui recense 2000 expertes pouvant intervenir dans les médias. Elle forme les expertes au mediatraining, aux relations presse et à l'utilisation des réseaux sociaux. En 2017, le site des Expertes va devenir international.



Anna Aznaour

Anna Aznaour est une journaliste indépendante qui écrit pour la presse spécialisée, suisse et étrangère. Psychologue, diplômée de l'Université de Genève, elle y a travaillé en qualité de chercheuse dans les domaines de la psychologie, du droit et de la pédagogie. Mandatée en tant que scientifique indépendante, elle a, par ailleurs, construit des questionnaires et réalisé des enquêtes d'envergure pour les Inspections de travail romandes. Explorer, analyser et vulgariser des thématiques aussi diverses que variées est sa passion. Son objectif: polliniser les esprits par l'information de qualité.



Anne-Hélène Decaux

Anne-Hélène Decaux est historienne et historienne de l'art. Après avoir étudié à la Sorbonne et à UNSW à Sydney, elle rejoint l'agence culturelle du réseau Aga Khan de Développement. En 2007, elle se tourne définitivement vers l'art de son temps et commence à organiser ses premières expositions, en Europe et en Afrique. Après avoir dirigé la communication d'ArtViatic et tenu le rôle de rédactrice en chef de News of the Art World, elle a aujourd'hui rejoint les équipes de Sotheby's en tant que spécialiste en art contemporain et continue à observer le monde à travers ce prisme si révélateur.



Jean-Claude Galli

Grand reporter, Jean-Claude Galli réside en Ukraine et en Russie d'où il couvre le conflit entre les deux pays pour le compte de la RTS et de plusieurs autres médias. Collaborateur de France-Soir et du Figaro, c'est un spécialiste des relations internationales et des questions de défense (il a été auditeur à l'IHEDN). Pendant les guerres de l'ex-Yougoslavie, il était correspondant permanent de TF1, du Figaro et de RFI, à Belgrade. Il a aussi été correspondant de Radio France au siège de l'ONU à New York. Il est l'auteur du livre, Le Voleur de Guerres (Flammarion, 2003) et juriste de formation.



Odile Habel

Canadienne née en Suisse, Odile Habel a débuté au bureau genevois de l'AFP. Elle a ensuite collaboré à différents magazines avant d'assurer pendant dix-neuf ans, la rédaction en chef des éditions suisses de *Elle* et de *Paris-Match*. Elle s'est également occupée du travel magazine *Hors Ligne* et de *Heure Suisse*. Elle porte un intérêt tout particulier au luxe, à la littérature et aux voyages. L'Asie fait partie de ses destinations préférées et notamment Shanghai dont elle ne se lasse jamais. Elle consacre son temps libre à sa passion pour les animaux et à l'équitation.



Carol Labonte Holmes

Carol Labonte Holmes est une passionnée de l'image depuis la petite enfance. A l'aide d'expositions multiples, sa série «Society» interprète de manière symbolique les événements politiques, économiques et religieux dont elle est témoin pour y refléter l'implication de chacun, avec une infinie poésie. Carol est aussi une adepte de la technique photographique appelée Through the Viewfinder (TtV). Originaire de Caroline du Nord, elle a suivi les cours de l'université d'East Carolina à Greenville, études qu'elle a du abandonner au moment de la crise pour continuer à se former en autodidacte.

AGEFI WORK
L'économie au féminin

Editeur Agefi SA Route de la Chocolatière 21, Case postale 61, CH-1026 Echandens-Denges. Tél 021 331 41 41, Fax 021 331 41 10, www.agefi.com, redaction@agefi.com • **Direction** Olivier Bloch – o.bloch@agefi.com • **Rédactrice en chef** Nicolette de Joncaire – nmarin@arubis.ch • **Graphisme** Damien Planchon – d.planchon@agefi.com • **Publicité** Christian Nicollier – c.nicollier@agefi.com – 021 331 41 32 • **Comptabilité** Patricia Chevalley compta@agefi.com • **Marketing** Guillaume Tinsell – g.tinsell@agefi.com • **Back office & abonnement** abo@agefi.com • **Abonnement en ligne** www.agefi.com/work • **Impression** Hertig + Co. SA, Lyss • **Parutions** 2x par an • **Copyright** © Les textes des journalistes hors de la rédaction ne peuvent engager la responsabilité du magazine. Toute reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés est interdite, sauf autorisation écrite de la rédaction.

DANS UN MONDE QUI CHANGE, LES PETITES MISES MÈNENT À DES INVESTISSEMENTS PLUS GRANDS.



CERTIFICATS MINI-FUTURE

Les certificats Mini-Future permettent de profiter des tendances de marché à court terme avec une faible mise, que ce soit dans des marchés haussiers ou baissiers. De plus, les certificats Mini-Future offrent une possibilité simple et peu coûteuse de couvrir un portefeuille existant contre des baisses de cours. Pour plus de détails sur le hedging:

www.bnpparibasmarkets.ch/hedging



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

markets.ch.bnpparibas.com +41 (0)58 212 68 50

Membre de: **SVSP**

Schweizerischer Verband für Strukturierte Produkte
Swiss Structured Products Association
Associazione Svizzera per prodotti strutturati
Association Suisse Produits Structurés

Nous attirons votre attention sur le fait que les entretiens sur la ligne d'appel indiquée ci-dessus sont enregistrés. Par votre appel, vous approuvez cette pratique commerciale. **Mention relative au risque:** Cette annonce publicitaire ne constitue pas un prospectus simplifié au sens de l'art. 5 de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux, ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a et 1156 du Code des Obligations, ni une invitation ou une recommandation à s'engager dans une transaction. Les produits décrits dans cette annonce publicitaire sont émis par BNP Paribas Arbitrage Issuance B.V. et sont des instruments financiers dérivés. Le prospectus en anglais, seul prospectus faisant foi, peut être obtenu directement auprès de BNP Paribas Securities Services Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, case postale, 8022 Zurich, Suisse ou en composant le numéro de téléphone suivant +41 58 212 63 35. Les produits n'ont pas valeur de parts d'un placement collectif de capitaux au sens de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux et ne sont, dès lors, pas soumis à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Les investisseurs s'exposent au risque de faillite de l'émetteur ou du garant respectivement et ne bénéficient pas de la protection du capital investi. Ces produits ne sont pas destinés à la distribution aux Etats-Unis ou aux US persons. © BNP Paribas SA. Tous les droits sont réservés.

Les expertes

PAR CAROLINE DE HAAS
FONDATRICE DU SITE LES EXPERTES

Les expertes existent, je les ai rencontrées! On entend souvent dire que les médias sont le reflet de notre société. On oublie de préciser qu'il s'agit d'un miroir sacrément déformant.

80% D'HOMMES PARMI LES EXPERTS

Lorsque vous demandez à des ami(e)s, collègues ou voisin(e)s s'ils pensent que la télévision reproduit les inégalités, ils vous répondront souvent non. «La télévision est à l'image de notre société». C'est faux. Les médias, volontairement ou non, déforment la réalité et nous proposent une société bien différente de la réalité. Les chiffres publiés régulièrement, notamment par le GMMP (Global Monitoring Média Project – lire l'encadré) le rappellent: lorsqu'il s'agit d'interroger un expert, les médias choisiront dans près de 80% des cas un homme. Alors que les femmes constituent 51% de la population, elles sont invisibles sur nos écrans, sur nos antennes et dans nos journaux papier. Cette absence des femmes dans les médias a des conséquences: d'abord pour les femmes qui sont privées de visibilité, de notoriété et donc souvent, puisque cela va de pair, voient leur carrière professionnelle freinée. Cette inégalité ne concerne pas uniquement les expertes. Elle façonne de fait notre façon de penser le monde qui nous entoure, notre capacité à nous projeter. Une jeune femme qui regarde la télévision verra rarement une chirurgienne, une philosophe ou une astrophysicienne interrogée. Comment se projeter dans ces métiers si le message implicite que nous envoient les médias est: «ce n'est pas fait pour toi». Cette invisibilité renforce enfin les préjugés: si les femmes ne parlent pas à la télévision, c'est sans doute qu'elles sont moins compétentes. Les journalistes vont donc moins les contacter, elles seront donc moins présentes et... on va donc en conclure qu'elles sont moins efficaces.

La boucle des stéréotypes est bouclée.

«ON NE LES TROUVE PAS»

Lorsque l'on demande aux journalistes pourquoi ils ou elles n'invitent pas davantage de femmes, la réponse est souvent: «on aimerait bien, mais on ne les trouve pas». Les femmes sont majoritaires parmi les diplômées de l'enseignement supérieur dans de nombreux pays européens mais, comme c'est étrange, elles sont introuvables lorsqu'il s'agit de les interviewer.



Women And The Race To The Top, Society Series Volume II

© Carol Holmes

C'est pour répondre à cette objection que Marie-Françoise Colombani et Chékéba Hachemi ont créé en 2013 le premier Guide des Expertes, annuaire d'expertes sur de nombreux domaines à destination des médias. En 2015, en nous appuyant sur leur énorme travail, nous avons créé le site <http://expertes.eu> qui recense aujourd'hui 2000 femmes expertes. 3 clics et les journalistes accèdent à leurs numéros de téléphone portable. Plus possible de nous dire «on ne les trouve pas». Autre frein à l'accès des femmes aux médias: le temps. Je ne parle pas de la météo mais du temps disponible. Les femmes et les hommes n'ont pas le même nombre d'heures de disponibilité pour intervenir dans les médias. Les femmes assumant encore aujourd'hui une grande partie des tâches parentales et domestiques, elles n'ont pas les mêmes facilités pour répondre «pas de problème, je suis disponible» quand un média les sollicite. Favoriser l'articulation des temps de vie, c'est agir pour l'égalité.

«JE NE SAIS PAS SI JE SUIS LÉGITIME»

Dernier frein à la présence des femmes dans les médias, l'autocensure. Une compétence que les femmes acquièrent depuis leur plus jeune âge est de ne pas avoir confiance en elles-mêmes et de douter de leurs capacités. Les journalistes racontent des dizaines d'anecdotes à ce propos. Lorsqu'ils ou elles contactent un expert, ils ont un «oui» assez rapide. Pour trouver une femme, ils doivent souvent en contacter 4 ou 5 avant d'avoir une réponse. Parce que les 3 ou 4 premières répondent en général «je ne suis pas sûre d'être la mieux placée». Astrophysiciennes, philosophes, économistes, responsables d'associations, cheffes d'entreprise: les femmes ont appris, très jeunes, à douter d'elles-mêmes. Cette autocensure est alimentée par les stéréotypes sexistes, qui nous font penser, souvent à notre insu, que les femmes auraient des compétences, appétences particulières. Et ce n'est pas un compliment. Car ces stéréotypes nous enferment dans des petites cases desquelles nous avons du mal à sortir. C'est notamment le

PLUS DE PLACE AUX FEMMES DANS LES MEDIAS

En novembre 2014, le rédacteur en chef de l'agence Bloomberg News, Matthew Winkler, exigeait de son équipe de donner plus de place aux femmes dans ses articles. Dans son e-mail hebdomadaire, révélé par le site Talking Biz News, il écrivait: «Tous les reportages Bloomberg News doivent inclure au moins une citation de femme, et il serait préférable qu'autant d'hommes que de femmes soient cités comme sources. Les femmes sont impliquées dans tous les secteurs que nous couvrons. Nos articles doivent refléter cette variété». Matthew Winkler ajoutait dans son message qu'une liste de 800 expertes était à la disposition des rédacteurs de l'agence spécialisée dans l'économie et la finance. Selon The Telegraph, c'était la première fois qu'un organe de presse exprimait l'idée d'un «quota de citations».

GLOBAL MEDIA MONITORING PROJECT

Le Global Media Monitoring Project (GMMP) est la plus importante étude internationale sur la place des femmes dans les médias. Elle recueille et analyse des données sur la présence de femmes et les stéréotypes sexistes dans les journaux d'information de plus de 110 pays. <http://whomakesthenews.org>

cas lorsqu'une experte est, lors d'une interview, questionnée sous la forme «Et vous, en tant que femme, que dites-vous de...». Avez-vous souvent entendu un ou une journaliste demander à un expert: «Et vous, en tant qu'homme...»? Jamais. Pourquoi le fait d'être une femme nous donnerait un avis différent sur l'environnement, l'emploi ou la guerre en Syrie? Nous mobilisons pour répondre aux questions notre expertise, notre intelligence, nos compétences. Pas notre vagin ou nos ovaires.

ET SI ON CHANGEAIT CELA?

Les solutions existent. Pour les médias, se fixer des objectifs chiffrés pour atteindre 30% puis 50% d'expertes parmi les invités. Former les équipes de journalistes et leur donner accès à la base de données des Expertes. Pour les femmes sollicitées par les médias, toujours dire «oui»! Et pour vous, citoyennes et citoyens, interpeller les médias lorsque vous tombez en zappant sur un plateau 100% masculin. Et encourager les expertes que vous voyez à la télévision! ■

Françoise Barré-Sinoussi

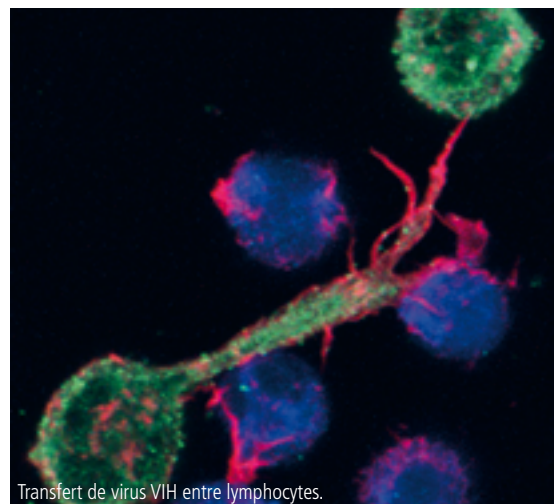
L'épidémie oubliée

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLETTE DE JONCAIRE

Lorsque les premiers cas de sida ont été identifiés aux États-Unis en 1981, l'infection touchait déjà d'autres pays sans être reconnue, notamment en Afrique. Aujourd'hui, l'ONUSIDA estime que 36,7 millions de personnes vivent avec le VIH dans le monde et que 18,2 millions d'entre elles ont accès à une thérapie antirétrovirale. En 2015, plus de 2 millions de personnes ont été nouvellement infectées par le virus et plus d'un million sont décédées de maladies liées au sida. Pourtant, avec les progrès de la thérapie, la mobilisation contre l'infection a faibli au point qu'on qualifie parfois le sida «d'épidémie oubliée». Mais faute d'attention suffisante, ne pourrait-on perdre les progrès acquis du jour au lendemain? Entretien avec Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de physiologie ou médecine 2008 pour sa contribution à la découverte du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

On soupçonne une présence ancienne du sida en Afrique. Pourquoi n'a-t-il été identifié qu'à partir du moment où les premiers cas sont apparus aux États-Unis en 1981?

C'est à la fois simple et compliqué. Lorsque l'on est retourné sur les observations cliniques transcrites dans d'anciens dossiers en Afrique, on a effectivement retrouvé des cas datant de la fin du 19e et du début du 20e siècle mais ils étaient restés inexplicables



Transfert de virus VIH entre lymphocytes.

© Institut Pasteur

et personne n'y avait porté une attention particulière. N'oubliez pas qu'en Afrique, il y a beaucoup de pathologies et peu de moyens. L'attention du corps médical ne se porte souvent sur une maladie que lorsqu'elle atteint les pays riches. Le même phénomène s'est répété pour l'Ebola, le chikungunya et plus récemment Zika. En outre, il peut exister un délai important entre l'apparition d'un foyer d'infection et son expansion de nature épidémique lorsque les conditions sont stables. Ce n'est qu'avec la décolonisation et les grands mouvements de population qui l'ont suivie que l'épidémie a pris son essor. Notez aussi qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, une partie du personnel d'encadrement francophone – les enseignants en particulier – a été remplacé par des haïtiens. On peut imaginer que c'est ainsi que le virus est arrivé en Haïti. Depuis, d'énormes progrès ont fait évoluer les choses dans le bon sens mais il reste encore beaucoup à faire.

L'origine du VIH serait simienne. Comment a-t-il franchi la barrière des espèces?

La barrière des espèces n'est pas toujours étanche. La transmission d'agents infectieux de l'animal à l'homme (ou zoonose) est classique. L'Ebola ou le SRAS sont aussi des zoonoses¹. L'ancêtre du VIH-1 est clairement le virus du chimpanzé, connu pour sa proximité génétique de plus de 98% avec l'homme. Le franchissement de la barrière d'espèce dépend à la fois de facteurs viraux et de la réponse de l'hôte à l'infection virale, mais cette barrière n'est pas infranchissable. C'est très probablement lors d'exposition au virus du chimpanzé lors de la chasse et de la préparation de la viande de brousse par dépeçage que la transmission du virus s'est produite par voie sanguine chez le chasseur, s'il présentait des blessures aux mains, par exemple. Une fois l'infection transmise à l'homme elle s'est alors propagée à d'autres personnes essentiellement par voie sexuelle, de la mère à l'enfant ou encore par transfusion sanguine, à une époque où cette infection, encore méconnue, n'était ni diagnostiquée, ni traitée.

Un nombre croissant de pandémies semble être d'origine animale: le sida mais aussi à la grippe aviaire, le SRAS, le chikungunya ou l'Ebola. Pourquoi?

Ce passage existe depuis le temps des temps. On en parle davantage depuis le sida car il a permis de comprendre que nous vivons dans un monde globalisé et que la disparition des frontières favorise les trans-

(1) Les zoonoses sont des maladies et infections dont les agents se transmettent naturellement des animaux vertébrés à l'homme, et vice-versa.



Visite de Françoise Barré-Sinoussi à l'hôpital national de Rangoun en mars 2015.

© Paw Kyaw Myint

missions d'agents pathogènes à l'homme. L'évolution de la société et aujourd'hui le réchauffement climatique changent la donne. De nouveaux vecteurs apparaissent dans le bassin méditerranéen (et ailleurs) et il n'est pas exclu de voir, par exemple, le paludisme apparaître (ou réapparaître) en France d'ici quelques années. La roue tourne: les épidémies apparaissent, disparaissent et peuvent réapparaître. D'autant que les virus évoluent dans le temps, que les moustiques ne réagissent plus aux insecticides et que la résistance des bactéries aux antibiotiques chez l'humain se développe en raison d'une sur-utilisation peu appropriée. Les habitudes sociétales, comportementales et alimentaires occidentales exportées vers les pays à ressources limitées sont d'ores et déjà aussi à l'origine d'une expansion de pathologies non infectieuses, telles que les maladies cardio-vasculaires, les cancers et le diabète dans ces pays.

Peut-on anticiper une guérison du sida ou tout au moins une rémission?

Il n'est pas question à l'heure actuelle de rémission et encore moins de guérison du sida. Les patients sont sous traitement à vie. Leur espérance de vie est quasi identique à celle des personnes non-infectées mais ils sont astreints à une médication quotidienne. Sous traitement, le virus dormant reste caché dans le matériel génétique de nombreux types de cellules, appelées réservoirs viraux, présentes dans pratiquement tous les organes, ce qui rend peu probable une guérison complète

par de nouvelles approches thérapeutiques. La recherche s'oriente plutôt vers des thérapies de rémission qui permettraient d'arrêter tout traitement en maintenant le virus sous contrôle, non-transmissible et sans évolution clinique, même s'il resterait présent dans l'organisme. Je suis convaincue du succès possible de futures rémissions thérapeutiques. Elles existent déjà chez quelques patients, une vingtaine environ, traités de manière extrêmement précoce car ils présentaient de graves symptômes en phase de primo-infection. Traités pendant trois ans, le virus de ces quelques patients reste parfaitement sous contrôle depuis près de 10 ans après arrêt du traitement. Ces patients ont accepté de participer à la recherche de nouvelles pistes visant à comprendre quelles sont les réponses immunitaires induites par le traitement précoce qui leur permettent de maintenir un niveau faible de réservoirs de virus dormant et de contrôler leur infection. Les pistes s'orientent, entre autres, vers l'absence d'anomalies d'inflammation, encore présentes à bas bruit chez ceux traités plus tardivement. D'autres recherches ont par ailleurs identifié des marqueurs immunologiques sur les cellules réservoirs qui contiennent le virus dormant similaires à ceux trouvés sur les cellules tumorales ce qui oriente vers la recherche de stratégies de rémission thérapeutique semblables aux nouveaux traitements du cancer. C'est un immense chantier très prometteur: il faut accélérer en parallèle la recherche fondamentale, la recherche clinique et la recherche en sciences sociales. Il est en effet extrêmement important de savoir aussi ce que les patients sont prêts à accepter ou non en termes de thérapie du futur.

Quels sont les progrès en matière de vaccins?

Les vaccins pourraient devenir une composante (vaccins thérapeutiques) de stratégies de rémission thérapeutique en renforçant certaines défenses immunitaires, notamment la stimulation de cellules tueuses, capables d'éliminer les cellules infectées. On progresse aussi dans le domaine de la recherche de vaccins prophylactiques (vaccins préventifs), lentement mais sûrement, depuis le succès très partiel du «candidat vaccin Thai», capable de protéger environ 30% des volontaires vaccinés dans un essai clinique d'efficacité. Depuis les recherches ont permis de mieux comprendre pourquoi certains volontaires ont été protégés et pas d'autres. Les progrès concernent aussi la découverte, la caractérisation et le développement d'anticorps à large spectre très puissants, capables de bloquer la vaste majorité des VIH-1, malgré leur grande variabilité génétique. Reste encore ensuite à construire des vaccins qui permettent de produire ces anticorps dans l'organisme. La recherche d'un vaccin préventif contre le VIH bouleverse les dogmes de la vaccination et pourrait donc être à l'origine de nouveaux concepts au bénéfice du développement d'autres vaccins contre bien d'autres pathologies infectieuses (ou non), comme la malaria, l'hépatite C, l'herpès, le cancer, etc.

Existe-il des populations naturellement résistantes au VIH?

Les quelques cas de personnes fréquemment exposées au VIH à très haut risque d'infection mais non infectées ont été très étudiés. Toutefois, après avoir stoppé toute exposition à haut risque sur une longue période, certaines ont à nouveau été réexposées au virus et ont été infectées. Elles n'étaient donc pas résistantes à l'infection, mais elles étaient transitoirement protégées par des réponses immunitaires, consécutives à l'exposition au virus, mais non persistantes. Ce n'est donc pas simple: la protection et le devenir de l'infection dépendent de multiples facteurs génétiques et immunologiques individuels et de facteurs viraux, y compris, par exemple, la quantité de virus présente dans les sécrétions génitales au moment de la relation sexuelle.

Après l'effolement des premières années, le public paraît se désintéresser du sida. Il est même qualifié «d'épidémie oubliée». Pour quelles raisons?

Dans la tête du public, on vit bien sous traitement: ce n'est pas si terrible de prendre un cachet par jour et d'autres maladies chroniques, comme le diabète, exigent un traitement permanent. Alors pourquoi s'en préoccuper? Le sida ne fait plus peur. Le public ignore cependant que, dans 5 à 10% des cas, les porteurs de HIV développent des pathologies non-sida: cancers, vieillissement précoce (de type Alzheimer) ou maladies cardio-vasculaires. Ils présentent donc un risque plus élevé de pathologies graves. Peu connue, ces comorbidités font l'objet d'une information insuffisante.

Comment réveiller la vigilance?

Tout un chacun doit participer à l'effort. Il est évidemment important d'engager les communautés les plus touchées (les gays, les jeunes) mais il faut aller au-delà. En France, les pouvoirs publics ont émis une recommandation de proposition systématique d'un test de dépistage VIH par chaque médecin généraliste à tous ses patients. Or cette recommandation n'est pas appliquée, même parfois dans les hôpitaux. C'est inadmissible, le corps médical est responsable dans sa globalité. D'autant que des outils de diagnostic fiables (similaires à des tests de grossesse) sont faciles à utiliser pour ceux qui craignent de s'adresser aux centres de dépistage. Ceci ne retire rien au rôle que peuvent et doivent jouer les tests en milieu communautaire, dans les milieux associatifs homosexuels par exemple car la discrimination existe encore. Il est important de continuer à élargir la palette des choix. Même chose dans les pays démunis où il faut impliquer les communautés par le biais des chefs de village et des associations de femmes. Je continue à plaider pour le test volontaire, systématiquement proposé car il responsabilise l'individu.

Le coût de prévention et de traitements ne reste-il pas prohibitif pour les pays pauvres?

Les coûts ont bien diminué et les études de coûts/bénéfices montrent clairement l'impact positif de la prévention et du traitement. Le problème du coût ne se pose plus pour le traitement de première ligne mais pour ceux de deuxième et troisième lignes qui restent très onéreux. Il faut plaider pour que les efforts internationaux développés depuis le début des années 2000 (18,2 des 36,7 millions de personnes vivant avec le VIH aujourd'hui sont sous traitement) soient maintenus et développés pour éviter le risque de perdre tout bénéfice du jour au lendemain. Dans les pays démunis, la difficulté majeure est d'atteindre les personnes infectées, de les traiter vite et de les maintenir sous traitement ce qui n'est pas seulement une question de coût. Certains patients arrêtent le traitement



Laboratoire du Dr Jean-Claude Chermann en 1987.
Françoise Barré-Sinoussi au centre.

d'eux-mêmes mais, dans bien d'autres cas, c'est l'approvisionnement qui fait défaut par carence de planification et non par manque d'argent. Pour y pallier, seront bientôt disponibles des médicaments à effet retard grâce auxquels une seule injection évitera la prise de traitement pendant un à trois mois. Il importe de ne pas interrompre l'effort et de savoir user de nouveaux outils pour préserver la pérennité des progrès accomplis et éviter la réémergence de l'infection. Il est notamment possible d'utiliser des antirétroviraux à titre de prévention dans des populations à risque et nous savons qu'il s'agit d'outils très efficaces.

Comment expliquez-vous le succès de l'Institut Pasteur qui compte dix lauréats au Prix Nobel?

Louis Pasteur était, bien avant l'heure, un visionnaire de la recherche multidisciplinaire et de la santé globale. Le premier Institut ouvert à Paris a été rapidement suivi d'un second à Saigon puis d'autres dans le monde entier. Dès le début, Louis Pasteur a voulu traduire les avancées de la recherche en outils de diagnostic, de prévention et de traitement (ce que l'on appelle aujourd'hui la recherche translationnelle), en y associant toutes les disciplines de la recherche. L'autre grande force de l'Institut réside dans sa réactivité et dans sa flexibilité en réponse rapide aux crises. Dans le domaine du sida, dès 1984, il a su mobiliser des chercheurs venant de divers horizons et financement en réponse à l'urgence de cette tragédie sanitaire. Ce sont, à mes yeux, les raisons de son succès.

Vous parlez de «valeurs pasteurienne fondamentales». Quelles sont-elles?

Elles découlent de la vision humaniste de Louis Pasteur. La recherche est un outil au bénéfice de l'humanité. On ne fait pas de la science uniquement pour faire de la science mais pour apporter des bénéfices aux hommes et aux femmes, où qu'ils soient, quels qu'ils soient dans le monde.

Quelle est l'efficacité des collaborations public/privé dans l'avancement de la recherche?

Inviter des partenaires privés à collaborer me paraît essentiel car ils maîtrisent des compétences que les chercheurs n'ont pas. Prenez l'exemple des tests de diagnostic dans le cadre de notre partenariat avec Sanofi Diagnostics Pasteur au début des années 80. L'Institut Pasteur détenait le savoir-faire sur le VIH, ses cellules cibles, sa répllication, la mise au point et la validation de tests de dépistage à petite échelle au laboratoire pour faire le lien entre le virus et la maladie elle-même. Mais Sanofi Diagnostics Pasteur avait la capacité de développer et de produire les tests à large échelle. Dans le cadre des recherches en cours sur la rémission, il est indispensable d'impliquer les partenaires privés dès le début pour obtenir ensemble des produits développables, utilisables, commercialisables au plus vite et accessibles à large échelle.



PARCOURS

Françoise Barré-Sinoussi a été Directrice de recherche de classe exceptionnelle à l'Inserm et Professeur à l'Institut Pasteur où elle a dirigé jusqu'en 2015 l'unité Régulation des infections rétrovirales. Ses recherches en rétrovirologie remontent à 1971, date de son entrée à l'Institut Pasteur. Après avoir obtenu son doctorat d'État en 1974, elle part travailler un an aux États-Unis (Bethesda) dans le laboratoire du Dr Bassin. En 1976, elle retourne dans le laboratoire de Jean-Claude Chermann et est recrutée comme assistante de recherche à l'Inserm. En 1983, elle est le premier auteur d'un article dans la revue Science décrivant l'identification d'un nouveau rétrovirus humain responsable du SIDA. En 1988, elle devient chef de laboratoire à l'Institut Pasteur et en 1992 prend la direction de l'unité de Biologie des rétrovirus de l'Institut Pasteur, dénommée plus tard unité de Régulation des Infections Rétrovirales. Françoise Barré-Sinoussi s'est de tout temps investie dans des programmes de recherche sur le VIH dans les pays à ressources limitées, intégrant formation du personnel, transfert de technologie et amélioration de la santé publique. Unanimement reconnue pour son engagement dans la lutte pour le droit à la santé pour tous et la défense des droits de l'Homme, elle est auteur et co-auteur de plus de 300 publications et a reçu plus de 40 prix et distinctions honorifiques, dont le prix Nobel de physiologie ou médecine en 2008 pour sa contribution à la recherche sur le VIH/SIDA. Elle est Membre de l'Académie des sciences depuis 2009. De 2012 à 2014, elle a présidé la Société internationale sur le SIDA (International AIDS Society, IAS). Fin 2016, le Professeur Barré-Sinoussi a été élevée dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à la dignité de grand croix.



Elizabeth Linder

Au siècle de la conversation

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLETTE DE JONCAIRE

On l'appelle "The Facebook Lady". C'est l'une des personnalités les plus influentes des milieux de la diplomatie et de la politique étrangère au niveau international. Elizabeth Linder a dirigé la division Politique & Gouvernement de Facebook. Son objectif ? Former et conseiller les hommes politiques et les dirigeants des administrations à l'usage des médias sociaux. A l'heure où

ces médias font et défont les campagnes électorales, Elizabeth Linder était devenue incontournable. Pourtant, l'été dernier, elle quittait Facebook pour se consacrer à la rédaction d'un livre à paraître cette année sur le thème «The Conversational Century» dans lequel elle partagera son expérience sur la façon dont les gouvernements s'approprient les technologies qui ont changé la communication de notre temps.

Comment a germé l'idée de créer une cellule de formation des hommes politiques sur Facebook ?

En 2009, à la suite d'une série de catastrophes naturelles, les médias sociaux et Facebook en particulier ont été submergés de questions du public. Mais ceux qui auraient dû leur apporter des réponses – hommes politiques, diplomates, forces de l'ordre – étaient absents au rendez-vous. Peu familiers des plateformes d'échange, ils les comprenaient mal et ne savaient s'y exprimer. A l'époque Facebook, contrairement à Google, ne s'était pas véritablement fixé de mission et n'était encore qu'un réseau tourné vers la vie quotidienne, la famille, les amis. Nous avons alors compris qu'il était nécessaire de les aider à apprivoiser ce nouvel instrument qui ne correspondait en rien à leurs habitudes de communication.

Vous avez depuis formé un nombre impressionnant de personnalités politiques

De personnalités politiques mais aussi de hauts fonctionnaires et de dirigeants de la société civile. J'ai assuré la formation des membres du Département d'État américain en Irak, en Palestine, en Ukraine et au Kazakhstan dans le cadre du programme Tech-camp. En 2011, j'ai été transférée à Londres pour couvrir l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. J'y ai formé la direction des pouvoirs publics en Allemagne, en France, dans les Emirats Arabes Unis, en République Démocratique du Congo ainsi que celle du Parlement européen, de la Commission et du Conseil de l'Europe, de l'OTAN. Sans oublier l'entourage de plusieurs familles royales européennes et moyen-orientales. Au cours du printemps arabe, j'ai travaillé avec plusieurs gouvernements, notamment en Egypte et en Jordanie et formé des hommes et de femmes politiques à tous les niveaux de la chaîne démocratique, en particulier au sein du sénat nigérian, de l'unité eGouvernement de Moldavie et du ministère des affaires étrangères israélien.

Quel est l'objectif de cet enseignement ?

La technologie permet aujourd'hui aux dirigeants d'entrer en relation directe avec leurs administrés d'une manière qui était encore inconcevable il y a quelques années. Elle autorise une certaine proximité sur un ton plus direct, sans nécessairement être familier, qui permet de répondre aux attentes du public et de «converser» avec lui. Enfermés dans le carcan étroit des rapports traditionnels, ni les hommes politiques, ni les hauts fonctionnaires n'ont l'habitude d'écouter et de s'exprimer par ce biais. Il était nécessaire de briser les habitudes et de combler le fossé entre les deux groupes. S'exprimer à travers les médias sociaux tient davantage de la conversation sociale que du discours politique. Ma tâche était de leur apprendre, de créer un dialogue authentique entre les citoyens



Liliana Paliu au Parlement moldave

et leurs représentants. J'associe souvent les médias sociaux à une trirème grecque : une structure sans hiérarchie.

Est-ce bien le rôle d'un homme politique ou d'un dirigeant de «converser» avec tout un chacun ?

Pas toujours. Il ne faut pas qu'il se perde dans le détail ou dans une familiarité de mauvais aloi. Et encore moins qu'il utilise le dialogue à des fins personnelles. Il me paraît toutefois essentiel qu'il sache traduire son message pour le mettre à la portée de tous.

Quelles conclusions tirez-vous de cette expérience ?

A quelques exceptions près, les hommes et femmes politiques traditionnels restent souvent très – presque trop – réservés et éprouvent une grande difficulté à dialoguer avec leurs concitoyens. En outre, en dehors des situations de crises aiguës, le public paraît plus intéressé par les commérages que par les questions fondamentales. La photo du chien d'un homme politique aura plus de succès que ses vues politiques. J'observe que les politiciens populistes – les Donald Trump, Jeremy Corbyn ou Marine Le Pen – sont bien plus habiles à exploiter les réseaux sociaux et à se faire entendre. Ils savent faire correspondre leurs messages aux attentes du public. C'est l'un des paradoxes de notre époque. Alors que nous maîtrisons les instruments technologiques qui permettent aux dirigeants de tenir de vraies conversations, réfléchies et nuancées avec leurs citoyens, la qualité des échanges stagne, voire se détériore. Il faut cependant savoir que les médias sociaux sont devenus le moyen d'échange privilégié des jeunes générations et que la communication politique et administrative doit en passer par là. Il a fallu des générations pour maîtriser d'autres types de communication, il en faudra tout en autant pour maîtriser celui-ci. Nos dirigeants doivent comprendre ce qu'ils veulent obtenir et comment l'obtenir.



Nicola Sturgeon, Premier ministre d'Écosse



© Belgravia Studios, Courtesy Elizabeth Linder

PARCOURS

Née en Californie, Elizabeth Linder a dirigé pendant près de huit ans la division Politique & Gouvernement de Facebook à Londres. Dans ce cadre, elle a enseigné à des centaines d'hommes et de femmes politiques et de fonctionnaires à l'usage du média social la communication avec le public par le biais des réseaux sociaux dans plus de quarante pays, ce qui lui a valu son titre de «Facebook Lady». Dès l'obtention de son diplôme de lettres à l'Université de Princeton, elle a été engagée par Google et a rejoint YouTube au département de la communication et des affaires publiques où elle a fait un passage éclair d'une année. Grande habituée des conférences où elle présente ses idées et son expérience, aujourd'hui Elizabeth Linder a quitté Facebook pour créer son propre cabinet de consultant à Londres et écrire un ouvrage à paraître cette année sur le «siècle de la conversation».

Vous parliez d'exceptions réussies. Pouvez-vous en citer?

Je pense par exemple à la députée Liliana Paliuhovici, vice-présidente du Parlement moldave, qui a su utiliser Facebook pour créer un vrai dialogue avec les électeurs et y accepter tant les critiques que les suggestions. Ce cas, dans l'une des républiques les plus pauvres et les plus récentes du monde, est une véritable leçon pour les dirigeants trop policés de nos pays de l'Ouest. Il eut été inimaginable de voir une chose pareille aux États-Unis ou en Europe à l'époque. Depuis, les médias sociaux sont entrés dans les mœurs et Nicola Sturgeon en a usé de manière très efficace lors du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse de 2014. Pendant l'élection, elle a assigné à une équipe spécialement formée la tâche de répondre aux questions du public en temps réel. Un autre exemple qui me vient en tête est celui de la police du Staffordshire, l'une des plus proactives du monde. Elle utilise Facebook de façon très innovante pour repérer rapidement les personnes disparues et a retrouvé une jeune fille de Stoke-on-Trent en moins de quarante minutes grâce à un réseau Facebook de plus de 380.000 personnes. Dans le même esprit, les Estoniens ont créé en 2011 des équipes d'agents de police web pour lesquels l'accès est disponible en trois langues; les deux langues du pays, l'estonien et le russe, ainsi que l'anglais pour les étrangers. Les Estoniens devant assurer la sécurité des frontières de l'Europe, cette ressource est extrêmement précieuse.

Est-il exact que les messages doivent être brefs pour être porteurs?

Pas nécessairement. Alexander Paul George «P.G.» Sittenfeld, un jeune politicien de l'Ohio a déterminé, qu'au contraire, plus un message est long, plus il sera lu sur le web. En réalité, l'internet permet de faire lire des textes longs que les médias traditionnels ne pourraient envisager de publier.

Vous avez aujourd'hui quitté Facebook.

C'est exact. En août 2016, je suis partie pour établir mon propre cabinet de consultant basé en Grande-Bretagne et pour écrire un ouvrage qui paraîtra cette année sur ce que j'appelle le siècle de la conversation, *The Conversational Century*.

Pour quelles raisons êtes-vous membre de l'association Féminin Pluriel?

Les membres de cette association sont très ouvertes et très énergiques. Pour une Américaine en Europe, les rencontrer a été une bouffée de fraîcheur. Elles se sont montrées chaleureuses et très amicales à mon égard. De plus, les rencontres et discussions ne portent pas sur des thèmes «féminins» de style équilibre entre travail et famille mais sur des questions bien plus fondamentales de politique et de société. Quant à leur réseau, il est très développé à l'international et l'accueil est tout aussi chaleureux en Inde qu'en Grande-Bretagne ou en Europe. J'ai énormément de respect pour la fondatrice de l'association, Béatrice Lanson Villat, une vraie force de la nature. ■



Courtesy Aurélie Bros

Aurélie Bros

Les sanctions économiques prises contre la Russie «obéissent à une logique de long terme»

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-CLAUDE GALLI

Sanctionnée par les États-Unis et l'Union Européenne pour son implication dans la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée en mars 2014, la Russie poursuit une stratégie de puissance dont l'un des objectifs est de briser définitivement l'isolement politique dans lequel les occidentaux ont tenté de la placer. Contrairement à ce que pourrait laisser croire l'engagement des forces armées russes en Syrie, le bras de fer qui oppose aujourd'hui Moscou à Washington et Bruxelles, n'a pas pour principal théâtre le Proche-Orient.

La nouvelle Guerre Froide est avant tout énergétique. Ses généraux en chef sont le PDG d'Exxon, Rex Tillerson, nommé récemment au poste de Secrétaire d'État et Igor Setchine, patron de Rosneft, surnommé le «Richelieu du Kremlin». Ses champs de batailles s'appellent Turk Stream, North Stream et Power of Siberia, les noms des pipelines destinés à ouvrir les portes des marchés internationaux à une Russie qui suscite à nouveau la crainte et toutes les convoitises.

Géopolitiicienne, spécialiste de l'énergie, Aurélie Bros, nous explique quels sont les fondements et les conséquences de la «diplomatie des sanctions» dirigée contre le 2e producteur mondial de gaz naturel et 3e producteur de pétrole.

L'Union Européenne est-elle prisonnière du gaz russe comme l'affirment certains?

Du point de vue russe, c'est la Russie qui est prisonnière de l'Europe. Parce que c'est son marché historique et qu'il est le plus lucratif. La dépendance fonctionne dans les deux sens. Les russes ont d'ailleurs entrepris une stratégie de diversification. On en parle peu, mais ils souhaitent vraiment diversifier leurs ventes, pénétrer de nouveaux marchés, asiatiques notamment. C'est le but recherché avec le projet Yamal (ndlr: forage de 200 puits au delà du cercle polaire et construction de 15 méthaniers brise-glace qui livreront le gaz liquéfié aux clients étrangers) qui doit leur permettre de mondialiser la vente de leur gaz naturel.

Gaz et pétrole représentent 70% des recettes à l'exportation de la Russie et environ 50% de son budget. Comment le pays parvient-il à s'en sortir alors que les cours du pétrole demeurent très bas et que le pays est l'objet, depuis bientôt trois ans, de lourdes sanctions économiques?

La priorité de la Russie, c'est de renouveler ses réserves gazières et pétrolières. Les gisements mis en exploitation à l'époque soviétique, il y a plus de vingt ou trente ans, sont en train de s'épuiser. Dans le jargon, on les appelle les Brownfield. Après la chute de l'URSS, des entreprises comme Lukoil et Gazprom les ont récupérés. Ils étaient assez faciles d'accès, peu coûteux à exploiter car toutes les infrastructures étaient déjà là. Pas besoin de gros investissements, il suffisait de les entretenir. C'était très rentable pour elles. Ces gisements sont donc en train de se tarir au moment même où la Russie -qui n'est pas encore parvenue à diversifier son économie- est condamnée à continuer à vendre ce qui lui rapporte le plus d'argent: les hydrocarbures!

D'où la nécessité pour elle d'exploiter de nouveaux gisements...

Oui, que l'on appelle les Greenfield. Le problème est que ces nouveaux gisements sont difficiles d'accès, situés dans zones climatiques extrêmes comme le cercle polaire arctique. Leur mise en exploitation nécessite la construction d'importantes infrastructures et l'utilisation de technologies de pointe. Tout cela revient évidemment très cher. Et dans le contexte actuel où se cumulent les sanctions et un faible prix du pétrole, les entreprises russes sont obligées de revoir leurs investissements à la baisse, ce qui de facto freine la capacité du pays à renouveler ses réserves.

De quelle façon les sanctions économiques ciblent-elles l'industrie russe des hydrocarbures?

Les sanctions n'ont pas été conçues pour porter un coup immédiat à la Russie mais elles l'ont été de façon à ralentir le renouvellement de ses réserves. Elles obéissent à une logique de long terme. Ceux qui les ont mises en place raisonnent comme des marathoniens, pas comme des sprinters.

Pouvez-vous nous expliquer comment cela fonctionne?

Les sanctions sont organisées autour de trois axes. Pour commencer, il y a gel des avoirs. Cela signifie que vous n'avez pas le droit en tant qu'entreprise ou institution d'entamer une relation économique ou financière avec une personne morale ou physique figurant sur des listes établies par les États-Unis et l'UE. Pas plus qu'avec une entité qui serait détenue à plus de 50% par l'une ou l'autre d'entre-elles. Ensuite, il y a la restriction d'accès aux marchés financiers. Des entreprises pétrolières comme Rosneft et Gazprom Neft, n'ont

plus le droit d'accéder au marché de la dette sur le long terme. C'est à dire d'obtenir des crédits sur plus de 90 jours. On peut noter au passage que, pour ce qui relève de la dette, les sanctions se concentrent surtout sur le secteur pétrolier qui est plus rentable que le secteur gazier. Enfin, le troisième aspect des sanctions c'est l'interdiction d'exportation de certaines technologies et la restriction du soutien que d'aucuns pourraient apporter aux entreprises russes pour développer ces mêmes technologies. Là, trois domaines sont concernés: le pétrole de schiste, toutes les technologies qui pourraient être utilisées pour mettre en valeur les gisements situés sous le plateau arctique et tout ce qui est offshore, situé en eau profonde, à plus de 152 mètre. En somme, c'est toute la technologie dont les entreprises russes ont besoin pour renouveler leurs gisements et les mettre en exploitation qui est visée.

Comment la Russie parvient-elle à mener à bien ses projets puisque les sanctions internationales sont là pour l'en empêcher?

La tendance est d'aller chercher les capitaux et le savoir-faire en Chine. C'est le cas, par exemple, pour le projet Yamal. Pékin fournit la technologie pour la fabrication des plateformes de liquéfaction du gaz et les banques chinoises, quant à elles, les crédits nécessaires. La Russie a donc trouvé une alternative et, parallèlement, essaie d'accroître sa propre technologie. D'ailleurs, si elle se montre capable de développer des technologies de pointe -peut-être pas aussi performantes que celles des occidentaux mais suffisantes pour être exportées vers d'autres pays producteurs-, on peut imaginer qu'elle puisse un jour concurrencer les entreprises européennes ou américaines travaillant pour le secteur des hydrocarbures.

Apparemment les institutions et les banques chinoises ne craignent pas d'enfreindre le cadre légal établi pas les sanctions occidentales...

Pour commencer, la Chine n'a pas imposé de sanctions contre la Russie. Ses institutions financières ont donc une plus grande marge de manœuvre sur le plan décisionnel. Il ne peut pas y avoir de conflit d'intérêt entre les décisions politiques prises par l'État et celles des acteurs économiques du pays. Les banques chinoises sont donc beaucoup plus libres que les banques françaises ou allemandes par exemple. Sur le papier, la Chine pourrait craindre l'extraterritorialité du droit américain. Les États-Unis se sont donné cette capacité de sanctionner des entités étrangères qui font des transactions en dollars jugées illégales par eux. C'est ce que l'on appelle les Secondary Sanctions. Mais les banques chinoises ont minimisé le risque en «dédollarisant» leurs transactions avec la Russie. Enfin, le risque c'est ce qui rémunère une banque, c'est là où elle gagne le plus d'argent. La Chine a donc tout intérêt à entrer dans des transactions qui sont boudées par les institutions financières internationales. Elle est la grande gagnante des tensions entre Russie et Occident. **t**



Courtesy Aurélie Bros

PARCOURS

Aurélie Bros, 29 ans, est docteur en géopolitique/géographie. Elle est chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et consultant de l'Observatoire franco-russe de Moscou. Elle est diplômée de l'Université Paris1-Panthéon Sorbonne et de l'Académie des Sciences de Russie. Durant ses trois années de thèse, elle a travaillé pour la Commission européenne, le Ministère français de l'environnement et de l'énergie, l'Institut de Recherche de l'Énergie de l'Académie des Sciences de Russie et pour des entreprises privées (Concilium AG, E.ON). Elle a également enseigné à l'École supérieure d'économie de Moscou. Depuis juin 2016, Aurélie Bros participe au Saturday Club, un dialogue énergétique germano-russe.



© iStock

Julia Maris

L'ubérisation de la guerre

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-CLAUDE GALLI

Le terrorisme mondialisé est une forme de violence dérégulée qui oblige l'ensemble des dirigeants politiques et des stratégies militaires de la planète à repenser la guerre. Julia Maris, 38 ans, Directeur général adjoint de Défense Conseil International (DCI), une société privée (contrôlée néanmoins par l'État français) dont la mission est l'accompagnement des grands contrats de ventes d'armes de la France à l'étranger et le transfert du savoir faire de ses armées à l'export, nous parle des champs de bataille de notre époque...

On entend parler aujourd'hui d'ubérisation de la guerre. Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Je crois que l'on utilise cette expression parce que de nouveaux acteurs sont en train d'émerger avec des modèles économiques totalement innovants et différents de ceux qui ont caractérisé jusqu'ici le marché de la défense et de l'intervention militaire. Il s'agit notamment des sociétés militaires privées, largement utilisées, par exemple, au cours de l'intervention internationale en Afghanistan. Peut-on pour autant qualifier ce phénomène d'ubérisation de la guerre? L'ubérisation définit la capacité d'un individu à entrer, avec son smart phone, dans une relation directe et quasi-instantanée avec d'autres personnes qui sont en fait fédérées à une marque à laquelle elles versent une redevance. Ce n'est pas tout à fait le cas dans le secteur de la défense. Toutefois, on a vu s'installer un mélange entre acteurs publics et privés et cela, en effet, peut-être considéré comme une nouvelle donne.

N'est-ce pas la façon de combattre qui s'est ubérisée?

L'émergence des réseaux sociaux qui permettent d'interconnecter, en temps réel, des gens qui se trouvent à des milliers de kilomètres de distance et de leur assigner des objectifs offensifs,



© Stock



Courtesy DCI

Julia Maris et Jean-Yves Le Drian, Ministre de la défense, au Salon de Défense international Eurosatory

malveillants, est une vraie nouveauté de notre époque. Pour lutter contre un individu ou des cellules, disparates, qui peuvent être activés à tous moments, nous avons du développer des systèmes d'interception et d'analyse de données massives. C'est à dire que nous avons du changer nos méthodes de travail afin de ne pas subir l'émergence de ces nouveaux acteurs qui ne sont pas des combattants déclarés, appartenant à une armée régulière, qui ne portent donc pas de drapeau a priori même s'ils en portent un a posteriori. Le défi pour le renseignement est de savoir intercepter des datas inquiétantes, des les analyser et de les recouper. Mais l'automatisation de la collecte de données à ses limites. L'enjeu majeur demeure les hommes et leur qualité. Nous disposons de technologies incroyables, les satellites permettent ainsi des choses inédites. Mais leurs clichés ne servent à rien sans interprètes pour les lire, les décrypter et émettre un certain nombre d'hypothèses qui permettront, in fine, aux décideurs politiques de prendre une décision. Le fait de détenir un équipement ne vous donne pas nécessairement une capacité. Posséder l'environnement humain pour l'entretenir et l'exploiter au mieux, c'est ça la capacité de défense.

Quel sont vos clients aujourd'hui: des États, des sociétés privées, des individus?

Nous ne travaillons qu'avec des pays amis de la France. Toutes les prestations proposées par DCI passent pas la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (CIEEMG). On ne peut pas se permettre de faire n'importe quoi. C'est quand même un objet très sensible. Nous venons, par exemple, de former des équipages malaisiens aux vols tactiques de nuit avec jumelles de vision nocturne sur des hélicoptères qui ne sont pas de fabrication française. Ce que voulaient les Malaisiens, c'est le savoir-faire de l'ALAT (*ndlr: l'Aviation légère de l'Armée de Terre*), sa capacité à faire du vol de très basse altitude sur des missions tactiques de haute intensité et ils savaient qu'il n'y avait qu'en France qu'il trouverait ce type de services. Cela nous a permis au passage de leur montrer qu'au sein des armées françaises, avec des hélicoptères Tigre, nous avons des capacités d'aller plus loin. Et donc nous avons aussi un rôle de promotion des activités industrielles françaises.

La défense doit-elle toujours s'envisager dans un cadre national?

Même si les nouvelles formes de conflictualité nous poussent à modifier notre approche de la guerre, il n'est pas question, par exemple, d'envoyer un corps expéditionnaire contre un foyer terroriste composé de quelques individus isolés. Je crois qu'il faut rester dans un cadre de défense nationale tout en faisant évoluer celui-ci de manière à prendre à compte l'émergence de ces risques individuels, même s'ils sont structurés à distance et de manière immatérielle. ■



Courtesy DCI

PARCOURS

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble et de l'École Nationale d'Administration (Promotion Romain GARY), Julia Maris a suivi un parcours international qui lui a permis de devenir une spécialiste reconnue des questions de défense et de sécurité nationale. Elle a débuté sa carrière en 1997 auprès de la Direction générale de l'armement (DGA) où elle se consacre essentiellement aux questions de ressources humaines puis à la coopération internationale et européenne. En 2005, elle rejoint la direction des affaires juridiques du ministère de la Défense comme chef du bureau du droit international. Deux ans plus tard, Julia Maris rejoint la Présidence de la République comme rapporteur auprès de la Commission chargée de l'élaboration du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. En septembre 2008, elle intègre la société Défense Conseil International (DCI) où elle crée et dirige la direction du marketing, du développement et des relations extérieures qui doit fédérer les différentes activités du groupe. Elle exerce ses fonctions jusqu'en mai 2012, date à laquelle elle est nommée Conseillère pour les affaires européennes de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Elle est rappelée en juin 2014 chez DCI où elle est nommée Directeur général adjoint. Chevalier dans l'Ordre National du Mérite, mariée et mère d'une fille, Julia Maris figure en 2014 au Classement Choiseul des dirigeants de moins de 40 ans à haut potentiel, et fait partie des 14 lauréates de la Promotion 2015 de l'initiative Rising Talents du Women's Forum.

Agnès Bricard

Routarde du financement d'entreprise

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLETTE DE JONCAIRE

Agnès Bricard est sur tous les fronts. Présidente du Cabinet d'Expertise Comptable Bricard, Lacroix & Associés, Présidente d'honneur du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables, Présidente Fondatrice de la Fédération des Femmes Administrateurs et Directrice Scientifique du Guide du Routard du financement d'entreprise 2016. Elle est aussi Conseiller du commerce extérieur de la France et lauréate du prix La Tribune Women's Awards, catégorie Finance et du Grand Prix Allianz 2011. Promotion des femmes dans les conseils d'administration et à la direction des entreprises, création d'emplois, soutien aux entreprises naissantes, elle s'engage sans retenue. A se demander si, comme pour le commun des mortels, ses journées n'ont vraiment que 24 heures. Nous l'avons retrouvée à Paris pour qu'elle nous raconte son dernier challenge: le Guide du Routard du financement d'entreprise, publié en février 2016.

Pourquoi ce guide?

Je suis partie du principe que le financement est un sujet compliqué. Un millefeuille complexe de sources multiples, difficilement intelligibles. L'information ne fait pas défaut. Il existe pléthore d'ouvrages, de sites internet, de conférences mais rien n'avait été fait pour que les entrepreneurs se retrouvent dans cette jungle. J'estimais donc qu'il était important que chacun et chacune dispose d'une information claire et lisible, adaptée à son cas. Qui suis-je? Quels sont mes objectifs? De quels financements puis-je disposer? Quels sont les interlocuteurs? Comment les aborder?

Comment approchez-vous ces questions?

J'ai défini vingt profils auxquels les entrepreneurs peuvent s'identifier et la typologie des dispositifs de financements adaptés. Pour la première fois, des fourchettes chiffrées, hautes et basses, sont définies pour chacun des dispositifs.

Quels sont ces profils?

Ils sont de deux sortes:

- Les premiers sont les profils génériques qui se distinguent entre créateurs, repreneurs et entreprises en développement
- Les seconds sont les profils particuliers qui s'adressent, comme leurs noms l'indiquent, à des catégories spécifiques: les femmes, les étudiants-entrepreneurs, les demandeurs d'emploi, les micro-entrepreneurs, les exportateurs...

Il me paraît qu'il faudrait compléter par une analyse par secteur d'activité.

Comment vous y êtes vous prise?

J'ai interviewé les acteurs présents dans le financement, tant privés (banques, business angels, sociétés de private equity, fonds d'investissement) que publics. Ensuite, j'ai décliné en fonction des familles (créateurs/repreneurs) les solutions d'aide à la création en y ajoutant, quand nécessaire, leurs spécificités pour obtenir ainsi des fiches différenciées pour les startups, les entreprises innovantes, les entreprises sociales et solidaires et ainsi de suite. Puis



j'ai répété le même exercice pour les entreprises en développement, généralement au terme de trois ans d'existence. Dans ce deuxième volet, la différenciation se fait en fonction du type de croissance (organique ou par acquisition) ou de projets spécifiques (ouverture d'une usine, exportations, marchés publics).

Parlez-nous de la démarche de validation de votre livre.

Ne me considérant pas comme une autorité reconnue en la matière, j'ai fait valider mon approche et ses conclusions par les principaux acteurs de la profession. Je suis allée voir la Banque de France, l'Autorité des Marchés financiers, l'Association des Régions de France, les quatre principaux ministères (de l'Economie et des Finances, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, des Droits de la femme et des Affaires étrangères) et l'Union Européenne, ils ont accepté d'apposer leur logo sur ce guide. Ce fut un long processus: la conception du guide m'a pris deux ans, sa validation tout autant mais j'estimais cette officialisation indispensable pour donner du poids, de la crédibilité, au guide lorsque les chefs d'entreprise se présentent devant des financeurs. Ce qui m'a permis de développer, au-delà de l'expertise technique, une véritable expertise pour mobiliser des entités très diverses autour d'un projet.

Pourquoi adopter la marque Guide du Routard?

Parce que le financement est pour beaucoup un véritable voyage. La réputation du Guide du Routard est indiscutable, c'est aussi le reflet d'une certaine manière d'aborder les choses. A la portée de tous. Je tiens d'ailleurs à remercier la Caisse d'Epargne qui m'a sponsorisée pour le financement de l'utilisation de la marque.

Votre guide est-il largement distribué?

La version papier est disponible partout mais surtout, le guide est téléchargeable gratuitement sur plus d'une centaine de sites dont celui du Ministère des Finances, celui du Medef, de la BPI (Banque Publique d'Investissement) ou encore de la Caisse des Dépôts. J'ai aussi formé les 300 correspondants de la Banque de France et je suis entrain de faire le tour de 85 universités françaises avec le réseau Pépite qui accompagne au niveau national le statut des Étudiants-Entrepreneurs au sein du Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Vous vous êtes centrée sur le financement en France

C'est effectivement le cas mais rien n'empêche tout un chacun de concevoir un modèle semblable dans d'autres pays pour faciliter l'obtention de financement par les chefs d'entreprise et relancer l'économie.

Pourquoi, au-delà de vos multiples engagements, avez-vous adhéré aux BPW?

L'association Business & Professional Women est un réseau mondial, l'un des très rares réseaux à avoir sa place aux Nations-Unies. J'ai été impressionnée par son activisme et son influence. J'y ai aussi fait la connaissance de Claire Kowalewski, une rencontre superbe. ■



PARCOURS

Agnès Bricard est expert-comptable diplômée, commissaire aux comptes, conseil expert financier. Elle dirige depuis 1983 le cabinet d'expertise comptable Bricard-Lacroix et Associés qu'elle a créé. Elle a été Présidente de l'Ordre des experts comptables de Paris Ile de France en 2001-2002 et membre du Conseil National de la Création d'Entreprises et Présidente de la commission «Transmission-Prévention» en 2005. De 2009 à 2012, elle a été nommée Personnalité Qualifiée au CNOCP Comité de normalisation des comptes publics. En 2011, Agnès Bricard a fondé la Fédération Femmes Administrateurs, et en est restée Présidente pendant 4 ans. En 2011, elle a été la première Femme Présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des experts comptables et en 2013 a élaboré le Guide du Routard de l'Intelligence Economique. En 2015, a été nommée personnalité qualifiée à la Commission Nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires auprès du Ministère de la Justice. Elle a été également nommée par arrêté Ministériel, Conseiller du commerce extérieur de la France par le Ministère des Finances. En 2016, a élaboré le guide du routard du financement d'entreprises. Elle est également colonel réserviste de l'Armée de l'Air, Club ADER.

Gabriela Schlump

PAR SUZANNE REYSCHES

Nous sommes dans l'ambiance ouatée d'un hôtel genevois du bord du lac. Sur la terrasse, de l'autre côté d'une fenêtre close, un homme s'assied. «Tiens un fumeur de cigare» remarque Gabriela Schlump. Je ne sens (et ne vois) rien. Puis l'homme fouille sa poche intérieure, en sort un cigare et l'allume... L'odorat est le premier outil de son métier. Gabriela Schlump développe des parfums pour le groupe Firmenich¹, mais elle ne veut pas prétendre au titre de «nez» car, dans la profession, ce terme est réservé aux créateurs de parfums. Sa fonction est de décoder les besoins des clients, de guider les créateurs dans leur développement, tout en utilisant son expertise des différents marchés et des goûts des consommateurs en matière olfactive.

«Être un nez n'est pas un don comme l'oreille absolue en musique, nous avons tous une sensibilité olfactive. Mais la mémoire de l'odorat se cultive et se développe» explique-t-elle. C'est une autre façon d'être curieux de ce qui se passe autour de soi et de s'en souvenir. «Comme de l'odeur de mon berger allemand mouillé en retour de promenade lorsque j'étais enfant». L'odeur qui lui est la plus insupportable? Celle des mangeurs d'ail mais aussi certains métaux, sous forme de pièces ou de clefs, sentant suffisamment fort pour l'indisposer. Un odorat surdéveloppé peut être difficile à vivre au quotidien.

Le livre de Patrick Süskind, *Le Parfum*, publié en 1985 l'a fascinée mais c'est au hasard d'une table de restaurant partagée avec deux créateurs de parfum dans sa ville natale de Freiburg in Breisgau qu'un tournant inopiné attend la jeune pharmacienne fraîchement diplômée. Trois jours de tests olfactifs et, «talent» confirmé, Gabriela attaque cinq ans de formation. «Certains suivent le cursus de l'unique école au monde du domaine², d'autres sont formés par leur entreprise».

En quoi consistent ces tests? «A déceler différentes odeurs parfois du quotidien, comme le foin ou le pain grillé dans des préparations plus ou moins intenses». Pas si évident lorsque l'odeur est subtile et qu'elle est dissociée de son contexte. Il faut ensuite apprendre à différencier entre ingrédients soit naturels, soit synthétiques, et parfums finis. «C'est un peu comme un jeu de Lego, on doit savoir décrypter les éléments principaux d'un parfum d'abord pour les décrire et, par la suite, pour les améliorer».

Rares sont aujourd'hui les grandes maisons de parfumerie qui possèdent un nez. Les marques font appel à des maisons de parfums spécialisés chargés de créer des parfums à la demande. Et ceux-ci les créent aussi bien pour la parfumerie que pour la cosmétique ou les produits d'entretien. «La plupart des produits que nous utilisons sont parfumés: du dentifrice aux liquides de rinçage des sols».

Les parfums sont pour les marques un moyen de délivrer un message car le pouvoir évocateur d'une odeur peut être plus puissant



Au royaume évanescent de l'odorat

que celui d'une image ou d'un son. Les fragrances sont aussi fortement marquées par la culture: ambre et musc caractéristiques des senteurs orientales, odeurs fraîches ou fruitées des cultures plus occidentales.

Un parfum peut être représenté par une pyramide olfactive, qui se compose de trois niveaux et décrit les notes principales que l'on détecte au fur et à mesure de l'évolution du parfum dans le temps. Tout d'abord les notes de tête qui créent la première impression. Ephémères et volatiles, elles s'effacent rapidement pour laisser s'exprimer les notes de cœur qui révèlent la personnalité du parfum. Finalement, les notes de fond, souvent plus rondes et tenaces, permettent au sillage du parfum d'être plus persistant.

Selon l'usage du produit et les instructions du client, Gabriela définit les caractéristiques et les contraintes du parfum qui l'accompagneront, avec des exigences bien différentes pour une eau de toilette ou pour un shampoing. Gabriela développe donc des parfums en tenant compte des goûts du pays de commercialisation, de la cible sociale, du prix, des normes réglementaires. Parmi les questions à se poser: quel est le climat? Quelles sont les habitudes alimentaires? Mais aussi quel est l'âge du groupe cible?

«Il est important d'être au plus proche des consommateurs.» explique Gabriela Schlump. Une fois mise au point, la formule est soumise au client. Si les résultats sont positifs, le client refait les

tests dans ses propres conditions. En moyenne, l'ensemble du développement dure plusieurs mois ou même quelques années, en tenant compte de réglementations³ qui évoluent continuellement. Les grandes maisons spécialisées de niveau international (Givaudan et Firmenich en Suisse, Symrise en Allemagne, IFF aux États-Unis et Takasago au Japon) sont peu nombreuses - on trouve aussi quelques maisons de taille plus modérée, dans la région de Grasse en particulier - mais la compétition est rude. La mise au point d'une fragrance est coûteuse et rien ne garantit que le client n'ira pas voir ailleurs. Il faut avoir les reins solides.

Gabriela a contribué à la création d'une cinquantaine de parfums environ, en 27 ans de carrière. Avec des inspirations aussi diverses qu'une couleur, un tableau, un plat récemment dégusté. Et en tenant toujours compte des tendances en vogue.

Une expertise pointue de la chimie s'impose-t-elle? «Ce n'est pas déterminant, beaucoup de très bons nez possèdent une expérience venant d'autres univers» nous répond-elle. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, la palette reste largement naturelle ou semi-naturelle même si de nouvelles molécules enrichissent la nature qui reste forcément limitée.

Les ingrédients d'origine animale sont strictement interdits. L'usage de la civette ou des déjections de baleine est depuis longtemps révolu, substitué par des produits synthétiques.

Qu'en est-il du développement durable? «Firmenich est à l'avant-garde sur ce front avec des objectifs environnementaux très ambitieux. Notamment nous visons à opérer tous nos sites avec de l'énergie renouvelable d'ici 2020. Aussi nous travaillons directement avec des coopératives de fermiers dans certains pays comme Haïti ou Madagascar. Tout le monde y gagne: les fermiers dont le revenu et le soutien social sont assurés».

A Genève, Gabriela Schlump est devenue membre du Career Women Forum (CWF). «Je travaille dans une branche créative. L'association m'a ouverte à un univers différent, permettant des rencontres professionnelles avec des personnes ayant des parcours très différents du mien. C'est extrêmement enrichissant». ▮

(1) Fondée à Genève en 1895, Firmenich est la première entreprise privée du monde de l'industrie des parfums et des arômes

(2) L'institut supérieur international du parfum et de la cosmétique et de l'aromatique alimentaire de Versailles

(3) Elles sont édictées par l'International Fragrance Association (IFRA)



PARCOURS

Née à Freiburg in Breisgau en Allemagne, Gabriela Schlump a passé son diplôme de pharmacie en 1988. De 1989 à 1998, elle a été responsable du développement des fragrances chez Symrise, d'abord en Allemagne puis à Paris et ensuite à New York. En 1999, elle rejoint le groupe Firmenich à Paris dans le même rôle puis s'installe à Genève en 2010.

Andrea Ewart

L'égalité par le commerce

PAR ELISABETH DONCASTER

«Les barrières à l'entrée du commerce international pour les petites et moyennes entreprises des pays émergents, et particulièrement celles dirigées par des femmes, sont presque impossibles à franchir». C'est ainsi qu'Andrea Ewart, avocate d'origine jamaïcaine à Washington, entre immédiatement dans le vif du sujet. Les petites entreprises représentent la majeure partie de l'activité économique et la plupart des emplois dans l'ensemble des pays. Leur importance est donc incontestable «et pourtant, jusqu'à présent, elles ont été largement absentes du débat général sur le commerce» de l'aveu même de l'Organisation Mondiale du Commerce¹. N'étant pas considérées comme prioritaires par les agences supranationales, les dispositions les concernant sont rares, pour ne pas dire inexistantes, dans les accords transnationaux.

L'entrepreneuriat féminin est encore plus mal servi. Nettement concentré dans les microentreprises (les femmes possèdent un tiers des très petites entreprises et seulement 20% des entreprises de taille moyenne), il souffre à la fois d'un faible pouvoir économique individuel et de systèmes légaux et sociaux qui persistent à léser les femmes. La corrélation étant négative entre la taille d'une entreprise et la probabilité qu'elle opère de manière informelle (c'est-à-dire en dehors des circuits officiels), on peut en conclure sans surprise que l'accès au commerce international est encore bien plus difficile pour les femmes qu'il ne l'est pour les hommes. Toutefois, aujourd'hui, l'expansion du commerce électronique et l'évolution des chaînes de valeur offrent des opportunités de rétablir un certain équilibre. Une tâche que s'est fixée Andrea Ewart, championne de l'égalisation des conditions d'accès au commerce pour l'entrepreneuriat féminin des pays du Sud.

Avocate spécialiste du droit commercial et notamment des arcanes réglementaires qui affectent les pays en développement, elle a progressivement pris conscience des obstacles que ren-



contraient les femmes et a commencé à publier sur le sujet². Mandatée par le Centre du Commerce International³ pour des missions de développement dans les Caraïbes où elle a encore de fortes attaches, elle en a fait une mission à la fois professionnelle et personnelle.

La difficulté que rencontrent les femmes entrepreneurs à aborder les marchés internationaux est affaire de géographie. Certaines poches régionales, notamment l'Arabie Saoudite ou une partie de l'Afrique sub-saharienne, leur sont particulièrement hostiles. L'accès au financement, malaisé pour toutes les micro-entités, l'est encore davantage pour les femmes que pour les hommes. «N'oubliez pas que, dans de nombreux pays, il existe des biais sérieux à l'encontre des femmes en matière de gestion de leur patrimoine. Des barrières légales qui leur interdisent la posses-

sion d'entreprises ou des terres alors que les titres de propriété sont indispensables pour garantir les emprunts». Le know-how commercial pêche aussi. Lorsqu'une femme maîtrise un savoir-faire, elle sait rarement évaluer un marché ou aller au-devant de la demande.

La solution est d'abord au plan national. Certains pays ont modifié leur cadre légal pour redresser ces inégalités mais il reste beaucoup à faire en matière d'application des lois et de préjugés sociaux. «Même lorsque les lois sont en place, les traditions maintiennent les blocages» explique Andrea Ewart.

A ses yeux, les traités internationaux peuvent contribuer à redresser la barre. «Il est essentiel dans la rédaction des traités internationaux d'inclure expressément l'égalité des genres afin d'éviter qu'hommes et femmes soient impactés de manière distincte. Ils

doivent refléter l'adhésion au principe d'égalité» affirme-t-elle. L'une des grandes problématiques est l'absence de données chiffrées sur le terrain. Qui sont ces femmes entrepreneurs? Combien sont-elles? Que font-elles? Comment et où opèrent-elles? La collecte de données économiques existe mais permet rarement une différenciation homme/femme. On estime, par exemple, qu'au moins un tiers de l'agriculture est aux mains de femmes mais les lois qui leur interdisent la possession de titres terriens sont un obstacle quasiment insurmontable. Le tiers en question

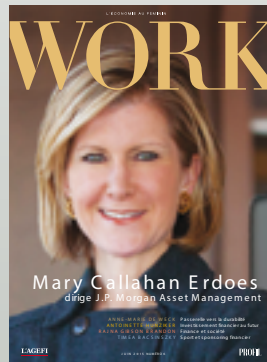
(1) Rapport Sur Le Commerce Mondial 2016

(2) Les travaux d'Andrea Ewart sont disponibles sur les sites Develop Trade Law (<http://developtradelaw.net/blog/>) et IntLawGrrls (<https://ilg2.org/author/amrewart/>)

(3) Créé par Elizabeth Vazquez, WEConnect est une association qui aide les femmes entrepreneurs à réussir sur les marchés mondiaux.

AGEFI WORK

L'ÉCONOMIE AU FÉMININ



Abonnez-vous!



☐ Je m'abonne au magazine WORK pour 2 numéros (Suisse: CHF 10.- UE: CHF 18.- Hors UE: CHF 20.-)

NOM*	PRÉNOM*
RUE*	NPA/LOCALITÉ*:
TÉL.:	E-MAIL*:
DATE:	SIGNATURE:

Coupon à retourner à: WORK – Agefi SA, route de la Chocolatière 21, CP 61, 1026 Echandens-Denges – abo.work@agefi.com

*Champs obligatoires

WK9_PABO

Abonnement également sur: www.agefi.com/work

Suivez-nous aussi sur notre blog: www.workmag.me

est d'ailleurs théorique et Andrea Ewart se montre sceptique sur sa matérialité: les femmes qui travaillent des terres appartenant officiellement aux membres masculins de leurs familles ne sont pas comptabilisées, même si elles en dirigent effectivement l'exploitation.

Dans les faits, les commerçantes transfrontières existent bel et bien mais font face à une forme d'invisibilité. «Prenez l'exemple, banal en Afrique sub-saharienne, d'une femme dont l'activité est de traverser les frontières en bus avec des sacs de marchandise au bout des bras. Elle ne sait même pas qu'elle est appartient à la classe des négociants transfrontaliers. De fermière à trader international, le pas est démesuré» ajoute Andrea Ewart avec le sourire. Les biens que ces femmes transportent n'apparaissent dans aucun flux officiel. Economiquement, elles n'existent ni à leurs propres yeux ni à ceux de leur communauté. La reconnaissance au niveau national de ces «opératrices transfrontalières» est indispensable car le soutien aux microentreprises ne peut se faire que localement qu'il s'agisse d'ouverture de comptes bancaires ou d'obtention de crédit. Il faut plaider pour une volonté politique dans ce sens.

La technologie peut aider. «Je pense aux plateformes comme SheTrades⁴ ou aux organisations comme WEConnect⁵ qui offrent formations et lieux de rencontre locaux» explique Andrea Ewart. Nous n'en sommes encore qu'au début et le chemin à parcourir reste considérable. Le système coopératif peut aussi contribuer, essentiellement dans l'agriculture, où il offre une force de négociation supérieure vis-à-vis des tiers.

A l'heure actuelle, Andrea Ewart est consultante sur des projets de développement dans son domaine d'expertise et agit dans le cadre de la mise en place d'un accord commercial entre les Caraïbes et l'Union européenne. Même si ce n'est pas inclus explicitement dans son mandat, elle intègre invariablement des aspects relatifs au genre dans ses travaux.

Présidente de l'Organisation des femmes dans le commerce international (OWIT)⁶ dont les objectifs sont parfaitement alignés avec les siens, elle insiste pour que les femmes actives dans le commerce se soutiennent réciproquement et deviennent partenaires de cheffes d'entreprises moins favorisés. Les membres d'OWIT peuvent aussi collaborer sous forme de formation et de mentorat. A peine sortie du forum de l'OMC de septembre, l'association a défini son plan stratégique à l'horizon 2025. «Notre objectif est de développer une dizaine de nouveaux chapitres l'an prochain pour assurer une présence locale, là où nous sommes nécessaires» conclut Andrea Ewart. ■

(1) SheTrades est une initiative du CCI qui offre aux acheteurs du monde entier une plate-forme pour se connecter avec des entreprises appartenant à des femmes.

(2) Créé par Elizabeth Vazquez, WEConnect est une association qui aide les femmes entrepreneurs à réussir sur les marchés mondiaux.

(3) OWIT: Organization of Women in International Trade



PARCOURS

Née en Jamaïque, Andrea Ewart est une avocate commerciale, formée aux États-Unis où elle pratique dans les domaines du commerce international et du développement. Sa pratique se concentre sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques commerciales, des négociations et des accords commerciaux, principalement dans les Caraïbes et dans la région Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) avec une expertise particulière sur l'impact de la politique commerciale sur les femmes et sur les microentreprises. Andrea est actuellement présidente de l'Organisation des femmes dans le commerce international (OWIT) et membre actif d'autres organisations professionnelles. Elle donne régulièrement des conférences sur des sujets universitaires, commerciaux, civiques et professionnels et publie des articles sur les questions de droit international et commercial.

Avenir de la place financière

Le système bancaire est l'un des piliers de l'économie réelle: il assure le financement des particuliers et des entreprises. Les banques ont été pendant longtemps les interlocuteurs privilégiés des entreprises. La crise financière de 2008 a conduit ces dernières à réduire leur activité de crédit dans de nombreux pays de l'Union européenne afin de répondre aux exigences réglementaires. Ce contexte a été propice à l'émergence de nouveaux acteurs souvent peu ou pas réglementés. Cette arrivée subite des FinTechs est à l'origine d'un changement profond. Ces startups innovantes ont parfois pris le relais des banques sur certains pans de leur activité. Les cartes ont été redistribuées entre les acteurs bancaires traditionnels et les nouveaux entrants. Derrière cette mutation, qualifiée parfois d'ubérisation de la finance, se cache des enjeux majeurs pour la société. La question du financement de l'économie réelle est fondamentale et les pouvoirs publics l'ont bien compris. La croissance dépend dans une large mesure du dynamisme des PME, qui constituent le socle de l'économie réelle. Leur financement est donc une priorité pour les pays qui veulent renouer avec la croissance. Même si une vaste majorité des PME reste fidèle aux crédits bancaires, la venue des nouveaux acteurs sur la scène financière facilite la vie des entreprises en proposant des sources alternatives de financement et en répondant à leurs besoins. Après le premier effet de surprise suscité par l'arrivée des FinTechs, les banques s'adaptent et développent des collaborations avec les nouveaux acteurs leur permettant ainsi d'accélérer leur vitesse d'exécution, de s'adapter aux nouveaux modes de consommation et de transformer leur chaîne de valeur.



Pierre Maudet,
Conseiller d'Etat de la République de Genève



Anastasia Ailamaki,
co-directrice de la plateforme Human Brain



Agnès Bricard,
auteur du Guide du Routard du financement d'entreprise



Fabrice Leclerc,
«innovateur & business angel»

L'émergence des FinTechs ne sonne donc pas le glas des acteurs établis, elle témoigne d'un système bancaire en pleine mutation. C'est ce dernier que nous vous proposons de découvrir lors de l'événement «Avenir de la place financière» organisé par BPW Switzerland, l'AGEFI WORK et la Fédération des Entreprises Romandes Genève, le 19 septembre 2017 à Genève. Vous aurez ainsi l'occasion d'entendre des conférencières et conférenciers de renom qui apporteront leur vision de la finance de demain. Soutenue par l'Etat de Genève représenté par le Conseiller d'Etat Pierre Maudet, la conférence réunira de nombreux acteurs suisses et français dont Edouard Cuendet, directeur de Genève Place Financière, Fabrice Leclerc et Agnès Bricard, conseillers du commerce extérieur de la France, Anastasia Ailamaki, professeur de Computer Sciences à l'EPFL et co-directrice de la plateforme Human Brain, Patrick Schefer directeur de la Fondation d'aide aux entreprises, Vincent Subilia, directeur adjoint de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève ainsi que des représentants des autorités suisses et de plusieurs sociétés de technologie. Peut-être serez-vous incité à l'issue de cette rencontre à devenir un acteur du changement car comme disait Peter Drucker: «La meilleure façon de prédire l'avenir, c'est de le créer.»

Fédération des Entreprises Romandes Genève,
Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genève, Suisse

Mardi 19 septembre 2017 à 17:30.

Conférence WAVE du CWF – Quel futur pour nos emplois?

L'intelligence artificielle atteint de nouvelles frontières où les machines surpassent l'être humain même dans des domaines qui demandent créativité et intuition. Ainsi, à terme, la moitié de nos emplois pourrait devenir totalement automatisés. Comment nous préparer à cette révolution technologique fulgurante? Quels emplois subsisteront, mais aussi quelles nouvelles opportunités d'activités émergeront? Quels en seront les impacts pour l'individu? La conférence WAVE «Women Added Value in the Economy» du Career Women's Forum qui s'est tenue le 31 janvier 2017 à la Fédération des Entreprises romandes, évoquait ces divers thèmes grâce à six orateurs spécialistes de ces thématiques et tentait d'apporter des éléments de réponses.



Haig Alexander Peter
Executive Consultant, IBM
Research THINKLab Zurich



Myriam Rosenkranz Denk
Human Capital Lead,
Deloitte



Shanthi Flynn
Chief Human Resources Officer,
Adecco



Dr. Matthias Kaiserswerth
Senior Consultant,
Headlights Group AG

Le public était invité à participer activement aux échanges lors du panel de discussions qui a suivi les présentations des intervenants menées par une modératrice professionnelle. Des experts de la digitalisation et de l'innovation ont présenté les aspects technologiques de cette révolution 4.0 en expliquant leurs conséquences pratiques dans divers domaines de l'industrie. Des professionnels du marché du travail exposaient quant à eux les conséquences de ces changements sur nos emplois, alors qu'un professeur d'université analysait leurs impacts possibles sur nos sociétés et sur nos vies en tant qu'individus. Le Career Women's Forum s'est réjoui de vous retrouver si nombreux à cette occasion! ||



Béatrice Lanson Villat
Paris sous l'impulsion de Béatrice Lanson Villat, une pionnière dans son domaine qui prend la mesure du manque de réseaux à la disposition des femmes. «La vision était de réunir des femmes d'influence qui rayonnent par leur compétence professionnelle, leur ouverture d'esprit et leur audace, ainsi que par les valeurs de cœur qu'elles partagent et défendent : empathie et chaleur humaine, esprit d'entraide et philanthropie et simplicité» explique Béatrice Lanson Villat. Dans chaque ville où le réseau est implanté, la diversité de profil, de génération et d'origine est la clé de la réussite afin que les relations entre les membres soient source d'enrichissement et d'inspiration.

25 ans de Féminin Pluriel Les femmes sont-elles les architectes du futur?

C'est à cette question que tenteront de répondre le 10 mars prochain les quelques 100 femmes membres du réseau Féminin Pluriel qui se réuniront à Paris à l'occasion d'un congrès anniversaire très attendu. Féminin Pluriel voit le jour en 1992 à Paris sous l'impulsion de Béatrice Lanson Villat, une pionnière dans son domaine qui prend la mesure du manque de réseaux à la disposition des femmes. «La vision était de réunir des femmes d'influence qui rayonnent par leur compétence professionnelle, leur ouverture d'esprit et leur audace, ainsi que par les valeurs de cœur qu'elles partagent et défendent : empathie et chaleur humaine, esprit d'entraide et philanthropie et simplicité» explique Béatrice Lanson Villat. Dans chaque ville où le réseau est implanté, la diversité de profil, de génération et d'origine est la clé de la réussite afin que les relations entre les membres soient source d'enrichissement et d'inspiration.

Aujourd'hui Féminin Pluriel se développe en France et à l'international en favorisant un fort ancrage local comme à Londres, Rome, Madrid, Luxembourg, Bruxelles, Beyrouth, Hambourg, et bientôt Los Angeles. Féminin Pluriel Genève, lancé en 2014 par Alexandra Origet du Cluzeau, compte aujourd'hui parmi les clubs les plus influents de l'arc lémanique. Une fois par an, un congrès international réunit les membres de tous les clubs autour d'un thème mobilisateur. Si l'édition 2016 était consacrée aux Femmes dans l'Economie Digitale, 2017 sera une année particulière pour le réseau qui fête ses 25 ans. Quelques 25 nationalités seront représentées au cours de cette rencontre, prévue le 10 mars au Plaza Athénée. Dans des domaines tels que l'ethnologie, l'énergie, les nouvelles technologies, l'éducation ou l'humanitaire, des femmes de renommée internationale viendront partager leur vision. Les femmes sont-elles les architectes du futur? Rendez-vous le 10 mars prochain pour en savoir plus. ||



Career Women's Forum

Valentina Gizzi
présidente

Créé à Genève en 1982, le Career Women's Forum (CWF) soutient le développement professionnel des femmes actives à travers un réseau de relations. L'association organise des activités professionnelles et extra-professionnelles. Elle établit un dialogue permanent avec les organisations publiques, privées et d'autres associations. Le 10 janvier, l'économiste et coach Ellen Kocher traitait de la lutte contre le stress professionnel par le biais de la nutrition. Le 26, Marie-Noelle Zen-Ruffinen, avocate, professeur à l'Université de Genève et présidente du Swiss Board Institute abordait le thème de la responsabilité des actionnaires et des membres de conseils d'administration. Comme chaque année le CWF tenait en janvier sa conférence WAVE «Women Added Value in the Economy» au cours de laquelle était évoqué l'impact de la révolution technologique sur les emplois et les opportunités. Pour plus d'information, reportez-vous à la page consacrée à cette conférence.

Site internet: www.cwf.ch



BPW

Sabine Schmelzer,
présidente pour la Suisse

Business and Professional Women (BPW) est la principale organisation de femmes actives, en Suisse et dans le monde. Le réseau suisse compte 2500 membres, issues de professions très diverses et réparties dans 40 clubs. Les BPW organisent des manifestations régulières et disposent d'une bourse à l'emploi. Elles entretiennent des partenariats dans les sphères économique, sociale et politique et sont représentées dans les commissions européennes et internationales. Le 19 septembre prochain, les BPW et l'Agefi tiendront une conférence à la FER à Genève sur l'avenir de la place financière en Suisse et en France. Soutenue par l'Etat de Genève, représenté par le Conseiller d'Etat Pierre Maudet, et par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève, la conférence réunira de nombreux acteurs suisses et français y compris des représentants des autorités suisses, du monde financier et de plusieurs sociétés de technologie. Pour plus d'information, reportez-vous à la page consacrée à cette conférence.

Site internet: www.bpw.ch



Ladies' Lunch Lausanne

Abigail de Buys Roessingh
présidente

Le Ladies' Lunch organise deux fois par an, au Lausanne Palace & Spa, un repas de soutien en faveur d'une oeuvre caritative dont l'action d'entraide menée en Suisse Romande, lui semble mériter un encouragement particulier. L'aide financière a grandi au fil des années, permettant au Ladies' Lunch de soutenir des oeuvres d'utilité publique, dont la plupart ont démarré de façon modeste, grâce à l'initiative de personnes concernées par une épreuve de vie. Le 17 novembre dernier, le Ladies' Lunch se réunissait en faveur de la Société suisse de la sclérose en plaques, une association dont le but est d'encourager et de garantir l'indépendance et la qualité de vie des personnes atteintes de sclérose en plaques. La Société focalise son activité dans les domaines propres à procurer un maximum d'indépendance aux personnes atteintes de sclérose en plaques et soutient la recherche et tous les travaux destinés à vaincre la maladie.

Site internet: www.ladieslunch-lausanne.ch



Wista

Yasmina Rauber
présidente de Wista Switzerland

Women's International Shipping & Trading Association (WISTA) est une organisation internationale qui regroupe les femmes occupant des postes de direction dans les secteurs du négoce, du transport maritime et des métiers connexes. L'association veut être un acteur majeur pour attirer davantage de femmes dans ces industries et soutenir les femmes qu'y occupent des postes de responsabilité. Les réseaux, l'éducation et l'encadrement sont au coeur de ses activités car WISTA cherche à améliorer la compétence de ses membres et à renforcer leurs succès. WISTA compte plus de 1800 membres dans 32 pays et soutient la création de relations entre entreprises au niveau national et international par le biais de ses membres. Le 22 septembre dernier, WISTA organisait à Genève une conférence sur les mutations réglementaires en matière de fuel pour le transport maritime et le 6 décembre un débat sur l'introduction de la taxe sur le tonnage en Suisse.

Site internet: www.wista.net



ONU Femmes

Phumzile Mlambo-ncuk
directrice exécutive

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies pour l'autonomisation des femmes dans le monde. Elle est présente dans près de 80 pays en développement, au travers de bureaux locaux ou de projets et 18 pays – en Europe, Amérique du Nord et Australie – ont établi des Comités nationaux. Dans sa rétrospective 2016, ONU Femmes revenait sur une sélection des succès, des événements marquants et de quelques autres moments mémorables en matière d'égalité des sexes qui ont jalonné l'année dans le monde: la condamnation d'un seigneur de la guerre congolais pour crimes contre l'humanité, l'organisation de protestations contre le féminicide en Argentine ou la mise à jour des émojis destinée à les débarrasser des stéréotypes de genre. A noter parmi les progrès notables de l'an dernier: le Zimbabwe a interdit le mariage des enfants. C'est également le cas de la Tanzanie et de la Gambie qui ont relevé l'âge légal du mariage à 18 ans.

Site internet: www.unwomen.org/fr



OWIT Lake Geneva

Nasya Dimitrova
présidente d'OWIT Lake Geneva

OWIT Lake Geneva est la branche suisse de l'organisation OWIT INTL (Organization for Women in International Trade), basée à Washington, DC, USA, qui compte plus de 2000 membres. OWIT envisage aujourd'hui d'ouvrir ses quartiers généraux à côté de ceux des Nations-Unies avec laquelle l'organisation travaille de manière extrêmement suivie. Son plan stratégique prévoit l'ouverture de 40 chapitres dans le monde pour créer un réseau de femmes dont la densité permettra une véritable entraide dans le commerce international en faveur des entreprises les moins favorisées. Convaincue du rôle que le commerce international peut tenir dans l'émancipation et la promotion de l'entrepreneuriat féminin, à l'heure actuelle, l'organisation tient 3 à 4 webinars mensuels sur des thèmes aussi variés que la manière de faire des affaires en Afrique ou au Brésil ou de négocier en Asie du sud-est, la mitigation des risques ou la compliance associées au commerce international

Site internet: www.owit-lakegeneva.org



WBS

Stéphanie Buchheim
présidente

Women's Business Society est une association, créée à Genève en 2012, dont l'objectif est la promotion de la carrière féminine dans les secteurs de la vie économique, juridique, politique et sociale. La Women's Business Society se dédie particulièrement aux femmes dans les quinze premières années de leur carrière. Elle organise diverses activités afin que les membres se rencontrent et puissent échanger leurs vues sur les questions relatives aux carrières féminines. Dont des déjeuners autour de personnalités susceptibles de servir de modèles de référence à ses adhérentes. L'association s'est tout particulièrement mobilisée, conjointement avec l'association Femmes et Sciences et en partenariat avec les associations Femmes et mathématiques et Femmes Ingénieurs pour faire connaître les métiers scientifiques pour les femmes et contribuer à supprimer un certain nombre de stéréotypes présents chez les acteurs du système éducatif.

Site internet: www.wbsociety.org



Féminin Pluriel

Alexandra Origet du Cluzeau
présidente du Club de Genève

Féminin Pluriel naît à Paris en 1992 sous l'impulsion de Béatrice Lanson Villat, une pionnière dans son domaine, qui prend la mesure de l'absence de réseaux à la disposition des femmes. La vision est de réunir des femmes d'influence qui rayonnent par leur compétence professionnelle, leur ouverture d'esprit et leur audace, ainsi que par les valeurs de cœur qu'elles partagent et défendent: empathie et chaleur humaine, esprit d'entraide, philanthropie et simplicité. Dans chaque ville où le réseau s'implante, la diversité de profils, de générations et d'origines est la clé de la réussite. Aujourd'hui Féminin Pluriel se développe en France et à l'international en favorisant un fort ancrage local à Londres, Rome, Madrid, Luxembourg, Bruxelles, Beyrouth, Hambourg, et bientôt à Los Angeles. Le club de Féminin Pluriel Genève, lancé en 2014 par Alexandra Origet du Cluzeau, compte aujourd'hui parmi les groupes les plus influents de l'arc lémanique.

Site internet: <http://femininpluriel.org>



James Ensor, Squelette arrêtant masques, 1891



Courtesy Sotheby's

La toile, découverte à Ostende à l'automne 2016, était conservée par la même famille depuis le début du siècle dernier. Bien qu'Emile Verhaeren, célèbre critique d'art belge de la fin du XIX^e ait écrit à propos de l'œuvre en 1908, personne ne l'avait jamais vue. Authentifiée par le comité Ensor en novembre, l'huile a été vendue 7 357 500€ le 7 décembre chez Sotheby's à Paris, établissant un nouveau record mondial pour l'artiste.



© Tajan

Le dessin représentant le martyr de Saint Sébastien récemment attribué à Léonard de Vinci. Il est aujourd'hui estimé plus de 15 millions d'euros.

2016, l'année des redécouvertes... et des faux

PAR ANNE-HÉLÈNE DECAUX, SOTHEBY'S PARIS

C'est une scène de film. Intérieur jour. Réception d'une salle de ventes aux enchères.

Un homme pousse la porte d'entrée. Un carton à dessin sous le bras, il s'approche du réceptionniste et demande à voir un expert. Quelques secondes plus tard, un représentant du département Tableaux anciens passe en revue les quatorze dessins que l'inconnu a apportés. Il s'arrête sur ce qui semble être un Saint Sébastien criblé des flèches. Le dessin doit dater de la Renaissance, probablement de la Renaissance italienne, et c'est manifestement l'œuvre d'un gaucher. Or, des gauchers aussi doués, au XVe siècle en Italie, il y en a peu. Interdit, l'expert décide d'interroger l'une de ses consœurs, conservatrice au Met. Carmen C. Bambach est formelle: il s'agit d'un authentique dessin de Léonard de Vinci. L'œuvre vaut 15 millions d'euros.

Un dessin de Léonard de Vinci retrouvé chez Tajan, un tableau de James Ensor chez Sotheby's, une fresque de Tiepolo chez Christie's... Ces derniers temps, les chefs d'œuvre inconnus semblent refaire surface relativement fréquemment. Et pourtant, ce genre

d'histoires est tout à fait extraordinaire. Car l'authentification d'une œuvre d'art, qu'elle soit des années soixante-dix ou du XVe siècle, relève de nos jours plus du parcours du combattant que de la promenade de santé. Et pour cause, si l'année 2016 a été celle des redécouvertes, elle a aussi été celle des contrefaçons. L'affaire des fausses chaises qui valaient 3 millions, dans laquelle un des plus importants antiquaires français et un grand expert en mobilier sont impliqués, a mis Versailles dans la tourmente, la commission consultative des Trésors nationaux ayant préalablement affirmé «que l'extrême qualité et finesse du décor sculpté étaient caractéristiques des productions de Nicolas-Quinibert Foliot.» Au même moment, la National Gallery de Londres et le Metropolitan Museum de New York se retrouvaient pointés du doigt, la première institution pour avoir attribué un David méditant devant la tête de Goliath à Gentileschi et la seconde pour avoir exposé à Saint Jérôme au Parmesan alors qu'il s'agirait de deux autres pastiches.

Il faut dire que si l'authentification des œuvres et objets d'art se fait de manière de plus en plus professionnelle, les organismes comme la Picasso Administration -qui est depuis 2012 la seule autorité à pouvoir statuer sur les demandes d'authentifications de Picasso- se multipliant, cela n'a pas toujours été le cas. De par le passé, les

conflits d'intérêts entre héritiers, le prix et donc le manque d'analyses scientifiques, l'étroitesse du marché de l'art où des experts «multi-artistes» sévissaient, certifiant aussi bien des Picasso que des Warhol, ont entraîné de trop nombreuses erreurs d'attribution. Montrant à quel point l'authentification des œuvres est un enjeu crucial pour les acteurs du marché, toute méprise pouvant être incroyablement dommageable, tant en terme de réputation qu'en termes financiers, Sotheby's a récemment fait l'acquisition d'Orion Analytical. Il y a quelques mois, le laboratoire scientifique basé dans le Massachusetts avait démontré qu'un Frans Hals que la maison de ventes aux enchères avait vendu pour plus de 10 millions de dollars en 2011 était un faux - Sotheby's a dû rembourser cette somme à l'acheteur- et que plusieurs toiles vendues par la tristement célèbre galerie Knoedler de New York étaient des copies vieillies à l'aide de sachets de thé. «Knoedler a vendu ces copies pendant 15 ans, mais il n'a fallu que quelques jours à James Martin (fondateur d'Orion) pour déterminer que l'une des toiles de Robert Motherwell était fausse» a expliqué la direction de Sotheby's lors d'une conférence de presse. On craint dans certains métiers que la machine remplace l'homme. Mais il semble bien que, dans le domaine de l'expertise, l'homme ait tout à y gagner. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA AZNAOUR

«Une fille sérieuse doit avoir un métier sérieux», avait décrété à Monique Deul son père, gestionnaire dans l'industrie du fer. Soit. Elle fait des études de droit. Mais, chasse le naturel et il revient au galop. Immédiatement après la réussite de son examen de barreau, cetteoureuse d'art sort du «droit» chemin. D'avocate, elle mute en agent de musiciens classiques. Quelques années plus tard, devenue épouse et mère de trois enfants, elle s'installe à Genève et se lance dans la profession de galeriste, spécialisée dans l'art artisanal contemporain. Son leitmotiv: faire connaître des artistes talentueux qui fabriquent des œuvres uniques en bois, verre, métal, céramique et textile. Si Giorgio Vasari* a créé, au 16e siècle, le concept de «l'art» pour offrir leurs lettres de noblesse aux artisans, Monique Deul compte réhabiliter la noblesse de l'artisanat d'art dans sa galerie Monique Deul Consultancy, inaugurée en novembre 2016.

D'où vous vient cet amour de l'art?

Probablement de ma mère, qui était une amatrice très éclairée des arts et qui adorait chiner. C'est à l'âge de cinq ans que j'ai eu mon premier coup de foudre artistique sur un marché de Lagos (Nigéria), où elle m'avait acheté, pour deux sous, une namji (poupée en bois décorée de tissu et de perles). Méconnues des Occidentaux à l'époque, ces œuvres artisanales valent aujourd'hui une petite fortune.

Comment êtes-vous devenue galeriste ?

Par un heureux concours de circonstances. Lorsque j'ai eu mes enfants, j'ai dû quitter mon travail chronophage d'agent pour pouvoir les élever. À cette même époque, je me suis mise à collectionner des objets d'art artisanal contemporain. En 2007, Yvonna Demczynska, une galeriste londonienne chez qui j'avais acheté plusieurs pièces, m'avait dit que j'avais l'œil pour repérer les objets de qualité et que je devrais en faire mon métier. L'idée a alors pris racine dans ma tête et a véritablement éclos à Genève.

Pourquoi avoir choisi de vous installer à Genève?

Ce n'était pas vraiment un choix délibéré de ma part, puisque nous y avons emménagé en famille en raison du travail de mon mari. Mais c'est dans la cité de Calvin que la providence m'a souri en janvier 2014, mettant sur ma route le galeriste Marc Blondeau - une référence dans le milieu - qui m'a invité à occuper son espace durant deux semaines. J'y ai présenté les œuvres d'une vingtaine d'artistes du monde entier. Grâce au succès rencontré, Thomas Hugh, directeur de artgenève m'a invité à être experte des arts appliqués aux deux éditions 2015 et 2016 ainsi qu'à artmontecarlo.

*Giorgio Vasari (1511-1574) — peintre, architecte et écrivain italien, auteur des concepts «Art» et «Renaissance» qu'il développe dans ses écrits, qui retracent la vie et les œuvres de ses contemporains (Leonardo, Michelangelo, etc.).

Monique Deul L'art artisanal contemporain



Exposition à artmontecarlo

Courtesy Monique Deul



Poteries de Philip Eglin, Alison Britton, Thomas Bohle, Johannes Nagel, Paul March.

© Anna Aznaour

D'après quels critères choisissez-vous les artistes et leurs œuvres ?

Mon choix est libre. C'est un mixte entre des artistes renommés et inconnus autour du dénominateur commun qui est, invariablement, la haute qualité du travail. L'impulsion de l'esthétisme est primordiale. Que l'artiste soit exposé dans un musée national ou pas, n'est pas mon critère. Ensuite, c'est une question d'intuition et de foi personnelle dans son talent



Michael Brennand-Wood, White Lace-Flag Day, 2005

© Anna Aznaour

et d'envie de le faire connaître. Ce qui est indispensable, c'est de suivre sur le long terme l'évolution des créateurs et de leur technique pour faire les bons choix.

En matière d'œuvres, les goûts diffèrent-ils en fonction des cultures ?

Oui, clairement. En Asie, c'est la perfection technique de l'objet qui est avant tout recherchée. Tandis qu'en Europe, une imperfection

est considérée comme une valeur ajoutée faisant partie du caractère artistique de l'œuvre. La particularité de l'art artisanal contemporain est la maîtrise des différents procédés de fabrication de ses artistes, qui ne cessent d'inventer de nouvelles matières et manières de faire.

Quelles sont les attentes des collectionneurs privés qui font appel à votre expertise ?

Les collectionneurs apprécient l'aiguillage des experts lorsqu'ils souhaitent créer une collection. Mes conseils s'appuient essentiellement sur leurs envies et leurs goûts personnels car certains sont plus intéressés par la matière de l'œuvre (ex. objets en céramique), tandis que d'autres privilégient la thématique ou encore la forme.

Au niveau investissement financier, que conseillez-vous au public d'acquérir pour pérenniser ses avoirs à long terme?

Il faut acheter en fonction de ses goûts sans se focaliser sur la valeur marchande de l'objet. Ceci dit, l'art artisanal contemporain d'aujourd'hui ressemble à la photographie des années 80: accessible financièrement, car pas encore très connu et donc pas encore victime du boom des marchés. La particularité de notre époque, c'est le retour aux valeurs du savoir-faire artisanal, au détriment de l'art conceptuel qui, en vogue pendant longtemps, pourrait bien finir par saturer le marché. ||



PARCOURS

Néerlandaise, Monique Deul voit le jour à Buenos Aires en 1964. Après l'obtention de son brevet d'avocat, elle débute sa carrière professionnelle en tant qu'agent de musiciens. Suivront les postes de manager de l'Orchestre Symphonique de Londres, celui de directrice du développement du Wigmore Hall, puis de consultante du Festival de Verbier. En 2011, elle fonde Taste Contemporary Craft, est invitée par artgeneva et arte-montecarlo comme experte de l'art artisanal contemporain et finalement inaugure son arcade en novembre 2016 à Genève. www.tastecontemporarycraft.com

Olivia Boa

Des vêtements «neurologiques»

PAR ODILE HABEL

Associant neurologie, art et mode, l'artiste franco-suisse Olivia Boa a lancé une ligne de vêtements, conçus selon le principe de la «Cinétique Oculaire Boa», dont l'une des caractéristiques est d'interagir sur les ondes cérébrales.

En 2012, Olivia Boa met au monde son troisième enfant, Soltan, lourdement handicapé et victime de graves crises d'épilepsie que seul le valium administré à très fortes doses permet de calmer. Passionnée par la neurologie, Olivia Boa se plonge alors dans la lecture de rapports scientifiques sur les sons binauraux et l'interaction du stress sur les ondes cérébrales. S'en suit le développement d'un casque audio qui agit directement sur les fréquences cérébrales de son fils, permettant de calmer et de couper ses crises. Parallèlement, la jeune femme mène des recherches dans ce qu'elle appelle la Cinétique Oculaire Boa, c'est-à-dire l'art d'influencer les ondes cérébrales par des structures colorées, représentées sous forme de pixels, sur des vêtements de style street wear et prochainement de prêt-à-porter, quelle désigne elle-même.

La collection, qui comprend 230 pièces, a été lancée en 2015 sous le nom Boa Creations. Elle est entièrement autofinancée par Olivia Boa. «Les différents designs permettent d'augmenter ou de descendre l'activité cérébrale des observateurs. Ils peuvent avoir un impact déterminant sur les résultats des sportifs en individuel ou en équipe, comme dans le développement personnel ou dans la gestion du stress de chacun».

Dans le cadre du développement de sa marque, vendue par le biais d'Internet et déjà disponible aux Etats-Unis, Olivia Boa organise, le 18 février prochain, avec le soutien de nombreuses entreprises locales, le Fribourg Fashion Day pour présenter sa collection Printemps-Eté 2017, ses œuvres originales et faire connaître son travail neurologique.



Courtesy Olivia Boa

PARCOURS

Franco-Suisse, Olivia Boa, 35 ans, est née en banlieue parisienne. Dès ses 10 ans, elle commence une formation auprès du peintre Yves Armani qui lui apprend les bases des beaux-arts. Passionnée de boxe anglaise, elle s'y consacre depuis ses 18 ans. En 2009, déjà mère de deux enfants et thérapeute, elle passe pro. En 2011, elle fait partie des 5 meilleures boxeuses du monde dans sa catégorie (poids welters), mais une opération ratée de la mâchoire l'oblige à arrêter sa carrière. Elle se consacre alors à la peinture et, dès 2012, ses œuvres sont cotées sur le marché de l'art.



Sur Le Chemin, acrylique sur toile, 80x100

Robe Protection



Sac Breakfast



Livres

L'attribution du prix Nobel de médecine 2008 aux Pr Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier fut révélatrice: tandis qu'un Américain contestait le mérite de son équipe de l'Institut Pasteur dans la découverte du rétrovirus VIH-1, le Pr Barré-Fitoussi, elle, cherchait à faire associer au prix le chercheur Jean-Claude Chermann, «3e homme» oublié du Nobel! Dans ces entretiens, scientifiquement un peu ardu, mais vifs et d'une grande humanité, Françoise Barré-Fitoussi revient à la fois sur l'histoire du SIDA et sur le parcours qui l'a conduite au sommet dans un domaine très masculin. Mais elle évoque aussi des perspectives inquiétantes: alors que la recherche avance, les obstacles économiques fragilisent les pays en développement, les plus touchés par la maladie. Elle appelle donc à une justice médicale internationale, insistant sur le danger très grave, si les patients défavorisés doivent abandonner leurs traitements, d'un renforcement du virus, ce qui entraînerait une nouvelle épidémie plus dure. La solidarité mondiale n'est donc pas seulement un corolaire des droits humains, mais un irremplaçable garde-fou, et le combat opiniâtre de cette chercheuse émérite, docteur honoris causa de l'EPFL, n'est pas prêt de s'arrêter!

Les TOP de WORK



L'un très expérimenté, l'autre étoile montante du management au féminin, les dirigeants de DCI jouent au «jeu des sept erreurs» pour mettre en exergue les comportements de gestion dépassés ayant entraîné l'échec d'entreprises pourtant dynamiques. Ce constat n'est pas un réquisitoire, mais un tremplin pour développer leur propre théorie de la gouvernance, à destination de l'entreprise en pleine période d'incertitude. Leur démonstration, efficace: mettre les nouvelles technologies au service de l'innovation sans les laisser prendre le dessus en matière managériale, cette délicate alchimie qui doit arbitrer aujourd'hui entre l'Homme et la machine!

Julie Maris, Jean-Michel Palagos,
«Diriger en ère de rupture»,
Hermann, 2016 – 136 pages, Fr 27.90.



Combien de fois une experte – tous thèmes confondus – est-elle invitée sur un plateau de journal télévisé? Très rarement, et toujours pour des sujets «féminins»: mode, famille, éventuellement santé... On pourrait en conclure qu'il n'y a pas d'experte en aéronautique, en traque financière ou en lutte antiterroriste. Erreur, martèlent Marie-Françoise Colombani et Chekeba Hachemi, qui depuis 2012 publient ce répertoire annuel qui donne de la visibilité aux spécialistes, chercheuses et responsables en tous domaines, dont l'apport et les travaux éclairent le débat public. Une offre qui répondait à un besoin, puisque depuis 2015 le Guide est également, au niveau européen, un site dirigé par Caroline de Haas! (expertes.eu)

EpOke, «Guide des expertes 2014»,
Anne Carrière, 2014 – 439 pages, Fr 62.20.



De la nature de l'entreprise à ses développements et aux moyens d'en convaincre, ce Guide n'oublie rien, en particulier pas la typologie des projets et surtout des entrepreneurs, soigneusement détaillée: un point essentiel mais souvent négligé, dont l'ouvrage fait cependant son axe en privilégiant lucidement l'approche par profils d'utilisateurs. Destiné au marché français par certains aspects (fonds européens, financements publics, cautionnement, export), il donne même sur ces points de multiples pistes qui ne demandent qu'à être «traduites». Et, ce qui ne gâte rien, son brillant comité rédactionnel respecte la parité!

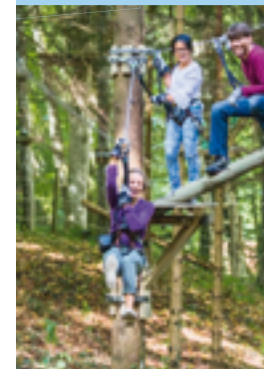
Collectif, «Guide du Routard du financement d'entreprise»,
Hachette, 2016 – 153 pages, Fr 17.00.

Libraire conseil: Payot

BCV EXTRA



BONS PLANS



Avec l'application BCV EXTRA et la carte Maestro BCV, profitez de loisirs à prix réduits dans tout le canton*



Pour installer l'application BCV EXTRA



* En partenariat avec l'Office du Tourisme du canton de Vaud

Ça crée des liens

www.bcv.ch/extra





... and climbing.

A global player in asset servicing...

Des stratégies d'investissement diversifiées, des portefeuilles de plus en plus complexes? CACEIS vous aide à atteindre vos objectifs de développement et de distribution.

Le groupe CACEIS, présent dans 12 pays, est la 2^e banque dépositaire et le 1^{er} administrateur de fonds européens.

CACEIS, your depositary bank and fund administration partner in Switzerland.*

Vos contacts en Suisse :

CACEIS in Switzerland

Nyon +41 58 201 9400

Zürich +41 58 201 9430

www.caceis.com

caceis
INVESTOR SERVICES
solid & innovative